



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 29 AVRIL 1922.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 29TH APRIL, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rates.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Is-A. PROULX.
Hôtel du gouvernement. 1037

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Is-A. PROULX,
King's Printer.
Government House. 1038

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 7 février 1922.

MM. Charles-Léonidas Bachand, médecin, de la cité de Sherbrooke, Georges Austin Bowen, médecin, de la ville de Magog et J.-Napoléon Plante, médecin, de Saint-François, d'Israéli, conjointement coroner du district de Saint-François.

Québec, le 18 février 1922.

M. Louis Tranchemontagne, registraire conjoint de la division d'enregistrement du comté de Shefford, greffier de la Cour de circuit, dans et pour le comté de Shefford.

Québec, le 7 mars 1922.

MM. Elzéar Vézina, ex-registraire conjoint de la division d'enregistrement du comté de Dorchester, et C.-S. Rouleau, de Sainte-Hénédine, comté de Dorchester, conjointement registraire de la division d'enregistrement du comté de Dorchester.

M. J.-Roch Thibault, de Sainte-Anne-des-Monts, dans le comté de Gaspé, registraire de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts.

Québec, le 25 mars 1922.

M. Edmond Roy, industriel, du village de Saint-Ulric, comté de Matane, juge de paix pour le district de Rimouski.

Québec, le 5 avril 1922.

M. Joseph-Alonzo-Roméo Deblois, commerçant de bois, de Beauceville, comté de Beauce, juge de paix pour le district de Beauce.

MM. L.-Adélar Dubois, industriel, et Joseph Richard, registraire, tous deux de la paroisse d'Hébertville, comté du Lac Saint-Jean, juges de paix pour le district de Roberval.

M. Ernest Cloutier, agent d'assurance, de Trois-Saumons, comté de L'Islet, juge de paix pour le district de Montmagny.

M. Alfred Glen, commerçant, de Verdun,

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, to wit :

Quebec, February 7th, 1922.

Charles Leonidas Bachand, doctor of medicine, of the city of Sherbrooke, Georges Austin Bowen, doctor of medicine, of the town of Magog, and J. Napoléon Plante, doctor of medicine, of Saint-Francois d'Israeli, to be joint coroner of the district of Saint Francis.

Quebec, February 18th, 1922.

Louis Tranchemontagne, joint registrar, of the registration division of the county of Shefford, to be clerk of the Circuit, Court in and for the county of Shefford.

Quebec, March 7th, 1922.

Elzéar Vénina, ex-joint registrar, of the registration division of the county of Dorchester, and C. S. Rouleau, of Sainte Henedine, county of Dorchester, to be joint registrar of the registration division of the county of Dorchester.

J. Roch Thibault, of Saint-Anne-des-Monts, in the county of Gaspé, to be registrar of the registration division of Sainte-Anne-des-Monts.

Quebec, March 25th 1922.

Edmond Roy, industrial, of the village of Saint Ulric, county of Matane, to be a justice of the peace for the district of Rimouski.

Quebec, April 5th, 1922.

Joseph Alonzo Roméo Deblois, lumber dealer of Beauceville, county of Beauce, to be a justice of the peace for the district of Beauce.

M. L. Adelard Dubois, industrial, and Joseph Richard, registrar, both of the parish of Hébertville, county of Lake Saint John, to be justices of the peace for the district of Roberval.

Ernest Cloutier, insurance agent, of Trois Saumons, county of L'Islet, to be a justice of the pace for the district of Montmagny.

Alfred Glen, trader, of Verdun, county of

comté d'Hochelaga, juge de paix pour le district de Montréal.

M. Joseph Flamand, boucher, de Saint-Nicolas, comté de Lévis, juge de paix pour le district de Québec.

MM. Arthur Fournier, cultivateur, et Josaphat Nadeau, commerçant, tous deux de Sainte-Justine, comté de Dorchester, juges de paix pour le district de Beauce. 1691

Hochelaga, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Joseph Flamand, butcher, of Saint Nicolas, county of Lévis, to be a justice of the peace for the district of Quebec.

Arthur Fournier, farmer, and Josaphat Nadeau, trader, both of Sainte Justine, county of Dorchester, to be justices of the peace for the district of Beauce. 1692

Québec, le 13 avril 1922.

M. Victor Cusson, de la ville de Saint-Jean, Qué., juge de la Cour des sessions de la paix, avec résidence dans la cité de Montréal, sous la direction du juge en chef de la Cour des sessions de la paix, présider à tour de rôle avec les autres juges de la Cour des sessions de la paix, les procès expéditifs, les procès sommaires, les convictions sommaires, les enquêtes préliminaires, siéger en chambre ou ailleurs pour recevoir les plaintes et ordonner l'émission des mandats et admettre à caution, faire toutes autres choses qui relèvent de la compétence d'un juge de la Cour des sessions de la paix et tenir et exercer la dite charge.

M. Gustave Perreault, de la ville d'Arthabaska, Qué., juge de la Cour des sessions de la paix, avec résidence dans la cité de Montréal, sous la direction du juge en chef de la Cour des sessions de la paix, présider à tour de rôle avec les autres juges de la Cour des sessions de la paix, les procès expéditifs, les procès sommaires, les convictions sommaires, les enquêtes préliminaires, siéger en chambre ou ailleurs pour recevoir les plaintes et ordonner l'émission des mandats et admettre à caution, faire toutes autres choses qui relèvent de la compétence d'un juge de la Cour des sessions de la paix et tenir et exercer ladite charge.

M. Amédée Monet, avocat de la cité de Montréal, Qué., juge de la Cour des sessions de la paix, avec résidence dans la cité de Montréal, sous la direction du juge en chef de la Cour des sessions de la paix, présider à tour de rôle avec les autres juges de la Cour des sessions de la paix, les procès expéditifs, les procès sommaires, les convictions sommaires, les enquêtes préliminaires, siéger en chambre ou ailleurs pour recevoir les plaintes et ordonner l'émission des mandats et admettre à caution, faire toutes autres choses qui relèvent de la compétence d'un juge de la Cour des sessions de la paix et tenir et exercer ladite charge. 1667

Quebec, April 13th, 1922.

Victor Cusson, of the town of Saint John's, Que., to be a judge of the Court of the sessions of the peace, with residence in the city of Montreal, under the direction of the chief judge of the Court of the sessions of the peace, to preside in turn with the other judges of the Court of the sessions of the peace, the speedy trials, summary trials, summary convictions, the preliminary inquests, sit in chamber or elsewhere to receive charges and order the issue of warrants and release on bail and perform all other acts which appertain to a judge of the sessions of the peace and to hold and exercise the said office.

Gustave Perreault, of the town of Arthabaska, Que., to be a judge of the Court of the sessions of the peace, with residence in the city of Montreal, under the direction of the chief judge of the Court of the sessions of the peace, to preside in turn with the other judges of the Court of the sessions of the peace, the speedy trials, summary trials, summary convictions, the preliminary inquests, sit in chamber or elsewhere to receive charges and order the issue of warrants and release on bail and perform all other acts which appertain to a judge of the sessions of the peace and to hold and exercise the said office.

Amédée Monet, advocate, of the city of Montreal, Que., to be a judge of the Court of the sessions of the peace with residence in the city of Montreal, under the direction of the chief judge of the Court of the sessions of the peace, to preside in turn with the other judges of the Court of the sessions of the peace, the speedy trials, summary trials, summary convictions, the preliminary inquests, sit in chamber or elsewhere to receive charges and order the issue of warrants and release on bail and perform all other acts which appertain to a judge of the sessions of the peace and to hold and exercise the said office. 1668

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procureur-
Général.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3237

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS under and by virtue of the provisions of

des Statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, ordonner en tout temps, la tenue dans tout district, d'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi siégeant comme tribunal en matière criminelle ;

ATTENDU qu'il est devenu nécessaire qu'un terme de cette Cour soit tenu dans le district de Montmagny ;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de notre Conseil exécutif, nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 3237 des Statuts refondus de Québec, 1909, qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi siégeant en matière criminelle, soit tenu dans le district de Montmagny, le 20 juin prochain, 1922, et les jours suivants.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent vingt-deux de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

1693

C.-J. SIMARD.

article 3237 of the Quebec Revised Statutes 1909, the Lieutenant-Governor may, at any time by proclamation, direct an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown side, to be held in any district ;

WHEREAS, it has become necessary that a term of this Court be held in the district of Montmagny ;

THEREFORE, with the advice and consent of the Our Executive Council We have proclaimed and directed, and by these presents proclaim and direct pursuant to the provisions of article 3237 of the Quebec Revised Statutes, 1909, that an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown side, be held in the district of Montmagny, the 20th of June next 1922, and the following days.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this TWENTY FOURTH day of APRIL, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty two, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1694

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procureur-
Général.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions du Code municipal le lieutenant-gouverneur en Conseil peut, par proclamation, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* et qui devient en vigueur à la date y mentionnée, ériger des municipalités de village, pourvu qu'une demande à cette fin lui soit présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire qu'il s'agit d'ériger en municipalité, que ce territoire contienne au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie, que les immeubles imposables dudit territoire soient inscrits au rôle d'évaluation en vigueur pour une valeur d'au moins cinquante mille piastres, et que la municipalité de laquelle ce territoire est détaché conserve selon

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Deputy-Attorney-
General.

WHEREAS under and by virtue of the provisions of the Municipal Code, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette* and which shall come into force on the date mentioned therein, erect village, municipalities, upon application to that effect by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the territory whereof the erection into a municipality is applied for, that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents, that the taxable immoveable property of the said territory be entered in the valuation roll in force for a value of at least fifty thousand dollars, and that the municipality from which this territory is detached still pos-

le cas, la population ou le nombre des habitations requis par la loi;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans le territoire ci-après décrit situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-de-Lavaltrie, comté de Joliette, nous a été présentée, demandant d'ériger ce territoire en municipalité de village, sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Paul";

ATTENDU qu'il nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie, que l'évaluation des biens-fonds imposables qu'il renferme dépasse cinquante mille piastres d'après le rôle d'évaluation en vigueur, et, qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-de-Lavaltrie une population de plus de 300 âmes;

ATTENDU que la description technique et le plan dudit territoire ont été approuvés par notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à ladite requête;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous décrétons par les présentes que le dit territoire, savoir:

Le territoire à être érigé en une municipalité distincte sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Paul," dans le comté de Joliette, est pris dans la seigneurie de Lavaltrie et sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-de-Lavaltrie; ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel d'enregistrement pour cette paroisse, sont les suivantes, à savoir:

Au nord-ouest: le premier rang du canton de Kildare, aux paroisses de Saint-Liguori et de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie; au nord-est et à l'est: cette dernière paroisse et la ville de Joliette; au sud-est: les lots numéros trois cent soixante-onze, trois cent soixante-douze et quatre cent vingt-huit (371, 372 et 428); au sud-ouest: la concession Est-Rivière-Rouge, à la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, récemment érigée pour les fins civiles, est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-de-Lavaltrie et forme, à partir de ce jour, une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Paul".

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent vingt-deux de l'ère chré-

scases as the case may be, the population or the number of inhabited house required by law;

WHEREAS application has been made to Us by the majority of the proprietors of the immovable property comprised within the territory herein-after described situated in the municipality of the parish of Saint-Paul-de-Lavaltrie, county of Joliette, for the erection of the said territory into a village municipality, under the name of "The municipality of the village of Saint-Paul";

WHEREAS it hath been shewn to Us that this territory contains at least forty inhabited houses with a space not exceeding sixty superficial arpents, that the valuation of the taxable immovable property it comprises exceeds fifty thousand dollars according to the valuation roll in force, and, that after its erection into a separate municipality, there shall still remain in the parish of Saint-Paul-de-Lavaltrie, a population of three hundred souls;

WHEREAS the technical description and the plan of the said territory have been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other exigencies of the law have been observed and that in consequence, We have deemed fit to grant the said application;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We direct, by these presents, that the said territory, namely:

The territory to be erected into a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Saint-Paul", in the county of Joliette, is taken in the seignior of Lavaltrie and shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Paul-de-Lavaltrie; its boundaries, with reference to the official cadastre for the said parish, are the following, to wit:

On the northwest: the first range of the township of Kildare, at the parishes of Saint-Liguori and of Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie; on the northeast and east: the last named parish and the town of Joliette; on the southeast: the lots numbers three hundred and seventy one, three hundred and seventy two and four hundred and twenty eight (371, 372 and 428); on the south-west: the Est-Rivière-Rouge concession, at the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, recently erected for civil purposes, be detached from the municipality of the parish of Saint-Paul-de-Lavaltrie and shall form, from this day, a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Saint-Paul".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY FOURTH day of APRIL, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty

tienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1711

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,
A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant procureur général. } l'article 1663
des Statuts refondus de Québec, 1909, décrète
entre autres choses, que le lieutenant-gouverneur
en conseil pourra désigner par proclamation, un
jour qui sera observé comme "JOUR DES
ARBRES" pour la plantation des arbres fores-
tiers dans Notre province;

Et attendu que pour la partie ouest de la province, comprenant les comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brôme, Chambly, Châteauguay, Compton, Deux-Montagnes, Drummond, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, Laprairie, l'Assomption, Laval, Maisonneuve, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal-Dorion, Montréal-Hochelaga, Montréal-Laurier, Montréal-Sainte-Anne, Montréal-Saint-Georges, Montréal-Saint-Jacques, Montréal-Saint-Laurent, Montréal-Saint-Louis, Montréal-Sainte-Marie, Napierville, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Témiscamingue, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudreuil, Verchères, Westmount et Yamaska, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, vingt-sept avril 1922, pour la plantation des arbres;

Et attendu que pour la partie est de la province, comprenant les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Frontenac, Gaspé, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, Lac Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Québec-Centre, Québec-Est, Québec-Ouest, Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Témiscouata, Wolfe, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, quatre mai 1922, pour la plantation des arbres:

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons ordonné et réglé et par les présentes régions et ordonnons que le jeudi, le vingt-sept avril 1922, sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie ouest de Notre province, et que le jeudi, quatre mai 1922 sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie est de Notre province.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très hono-

two, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1712

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS article
Deputy Attorney General. } 1663 of the
Revised Statutes, 1909, enacts amongst other
things, that the Lieutenant-Governor in Council
may appoint by proclamation, a date to be
observed as "ARBOR DAY" for the planting of
forest trees in Our Province;

And whereas that for the western part of the Province, comprising the counties of Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Two-Mountains, Drummond, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maisonneuve, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montreal-Dorion, Montreal-Hochelaga, Montreal-Laurier, Montreal-Saint-Ann, Montreal-Saint-George, Montreal-Saint-James, Montreal-Saint-Lawrence, Montreal-Saint-Louis, Montreal-Saint-Mary, Napierville, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-John, Saint-Maurice, Témiscamingue, Terrebonne, Three-Rivers, Vaudreuil, Verchères, Westmount and Yamaska, We have deemed fit to fix on Thursday, the twenty seventh day of April, 1922, for the planting of trees.

And whereas that for the eastern part of the Province, comprising the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Frontenac, Gaspé, Magdalen-Islands, Kamouraska, Lake Saint-John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Megantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Quebec, Quebec-Centre, Quebec-East, Quebec-West, Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Temiscouata and Wolfe, We have deemed fit to fix on Thursday, the fourth day of May, 1922, for the planting of trees:

NOW KNOW YE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ruled and ordered, and by these presents do rule and order that Thursday, the twenty seventh day of April, 1922, shall be observed as "ARBOR DAY" in the western part of Our Province, and that Thursday the fourth day of May 1922, shall be observed as "ARBOR DAY" in the eastern part of Our Province.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well

nable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent vingt-deux et de Notre règne le douzième.

Par ordre,

1625

C.-J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Lettres patentes

"Dionne, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril 1922, constituant en corporation : William Boivin, contracteur, J.-Léon Lizotte, comptable, Georges-I. Boivin, entrepreneur, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général de meubles, tapis, prelarts, poeles, feronneries, quincailleries, huiles et peintures et toutes autres choses s'y rapportant, agir comme courtiers, facteurs ou agents, exercer généralement aucun genre d'affaires commerciales, vendre, acheter, arrenter, échanger, ou autrement céder les droits et biens de la compagnie, en tout ou en partie, faire toutes autres choses reliées aux fins et objets ci-dessus et propres à les atteindre, se joindre à toute personne et compagnie faisant commerce semblable, sous le nom de "Dionne, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sers à Montréal, dans le idistrict de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril 1922.

1663

Le sous secrétaire de la province,
C.-J. SIMRDA.

"Pierre Létourneau & Fils, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mars 1922, constituant en corporation : Pierre Létourneau, industriel, division numéro deux, Alfred Létourneau, et Alphonse Létourneau, tous deux cultivateurs, tous de La Sarre, comté Temiscamingue dans les buts suivants :

Faire le commerce de marchands généraux ;
Faire en particulier le commerce de bois de sciage, de pulpe et de papier ;
Exploiter des scieries et manufactures de portes et chassis, et pulperies ;
Exploiter des moulins à farine ;
Exploiter des usines électriques à La Sarre et aux environs ;

Acquérir, vendre, céder, transporter, hypothéquer, louer ou autrement aliéner des biens immeubles et biens meubles pour les qns susdites ;

Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this NINETEENTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and in the twelveth of Our Reign.

By command,

1626

C.-J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Letters patent

"Dionne, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1922, incorporating : William Boivin, contractor, J. Léon Lizotte, accountant, Georges I. Boivin, contractor, all of Montreal, for the following purposes :

To generally deal in furniture, carpet, oilcloths, stoves, shelf and heavy hardware, oils, paints, and in all others goods incidental thereto, act as brokers, factors or agents, generally carry on any kind of business transactions, sell, buy, rent, exchange or otherwise assing the rights and property of the company or for the company, in whole or in part, do all other things germane to the above purposes and objects and conducive to their attainment, to amalgamate with any person or company carrying on a similar business, under the name of "Dionne, Limitée" with a total capital stock of ten thousand (\$10,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the comapny, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1922.

1664

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary

"Pierre Létourneau & Fils, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieu'enant-Governo of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1922, incorporating : Pierre Létourneau, industrial, Alfred Létourneau and Alphonse Létourneau, farmers, all of La Sarre, county of Temiscamingue, for the following purposes :

To carry on the business of general merchants ;
To particularly carry on the lumber, pulp and paper business ;

To operate sawmills, door and sas' factories and pulpmills ;

To operate flour-mills ;

To operate electric power plants at La Sarre and in the territory adjacent thereto ;

To acquire, sell, convey, transfer, hypothecate, lease or otherwise alienate moveable and immoveable property for the above purposes ;

Faire le commerce d'immeubles et d'agents d'immeubles ;

Exploiter un système ou des systèmes d'aqueducs et acquérir, vendre, céder et transporter des biens meubles et immeubles à ces fins ;

Agir comme contracteurs généraux pour constructions, chantiers, flottage de bois ;

Acquérir et posséder ces parts dans les compagnies similaires ;

Vendre, céder et transporter le tout ou parties de parts de la dite compagnie à des compagnies similaires, sous le nom de "Pierre Létourneau & Fils, Limitée", avec un capital total de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à La Sarre, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mars, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1665

C.-J. SIMARD.

To deal in real estate and carry on the business of real estate agents ;

To operate one or several systems of waterworks and acquire, sell, convey and transfer moveable and immoveable property for the above purposes ;

To act as general contractors for building, lumbering operations and the floating of timber ;

To acquire and own shares in similar companies ;

To sell, assign and transfer the whole or part of the shares of the said company to similar companies, under the name of "Pierre Létourneau & Fils Limitée", with a total capital stock of nineteen thousand (\$19,000.00) dollars, divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at La Sarre, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Economic Building Store (Limited)".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 30 mars 1922, constituant en corporation : Joseph-Lauréat Marcoux, Joseph-Adjutor Marcoux, manufacturiers, Jacques Grenier, représentant de maison de commerce pour la vente de pneumatiques, tous trois domiciliés à Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer des pierres artificielles pour servir dans les constructions et pour en faire la vente séparément ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, détenir, utiliser, améliorer, développer, administrer, hypothéquer, louer, transférer, vendre, échanger, disposer et trafiquer d'immeubles de toute description, de franchises, permis, affaires ; réparer et entretenir des bâtiments sur des terrains dans laquelle la compagnie peut avoir aucun intérêt ;

Se livrer aux opérations générales foncières, d'améliorations, de construction, réparation, décoration et d'entreprises, manufacturer et trafiquer des accessoires de la construction et du bois, agir comme organisateurs, promoteurs, agents d'assurances, de finances à commission, de prêts et placements ou courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration d'aucune propriété, affaire ou entreprise, exercer un commerce de prêts et placements de toute espèce, excepté le commerce de banque ;

Faire affaires comme marchands généraux, détenir des mortgages, hypothèques, biens et charges pour garantir aucunes dettes envers la compagnie ou des avances faites par icelle ;

Maintenir et exploiter des garages, hotels, restaurants et salles de rafraîchissement, exercer de toutes façons le commerce d'hôteliers et restaurateurs, sujet aux règlements provinciaux et locaux, maintenir et exploiter à son propre usage et pour le service public des aqueducs, égouts, un service de louage de voitures et de livraison ;

Générer, manufacturer, produire, accumuler, acheter et utiliser la vapeur, le gaz, l'air comprimé, aussi vendre ou autrement les aliéner et fournir pour fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice aux occupants des bâtiments que possède ou exploite la compagnie ;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucun arrangement approprié aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux,

"Economic Building Store (Limited)".

Notice is hereby given that under the Part I of Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the 30th. of March, 1922, incorporating : Joseph-Lauréat Marcoux, Joseph-Adjutor Marcoux, manufacturers, Jacques Grenier, representing business houses for the sale of tires, all three domiciled at Montreal, for the following purposes :

To manufacture artificial stones to be used in the building trade and to carry on the business of builders ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, hold, utilize, improve, develop, manage, hypothecate, lease, transfer, sell, exchange, dispose of and deal in immoveables of every description, franchises, permits, business, repair and maintain buildings on the lands in which the company may be interested ;

To carry on a general real estate business, the improving, construction, repair, decorating of and contracting for buildings, manufacture and deal in building and wood supplies, act as organizers, promoters, insurance agents, financial agents, commission agents, loan an investment agents or brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of property, business or undertaking, carry on a loan and investment business of every kind, banking business excepted ;

To carry on the business of general merchants, hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure any debts due to the company or advances made by the company ;

To maintain and operate garages, hotels, restaurants and refreshment rooms, carry on generally the business of hotelkeepers and restaurateurs, subject to all provincial and local regulations, maintain and exploit for its own use and for the use of the public waterworks, sewers, livery and delivery service ;

To generate, manufacture, produce, accumulate, buy and utilize steam, gas, compressed air also sell or otherwise alienate and supply the same for light, heat and motive power to the occupants of the buildings owned or exploited by the company ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any

promouvoir ou obtenir aucune ordonnance provisionnelle ou loi parlementaire, législative mettant la compagnie en état de parvenir à ses fins, ou pour aucuns autres objets paraissant avantageux, se défendre contre toutes procédures ou demandes susceptibles de préjudicier directement ou indirectement aux intérêts de la compagnie ;

Acquérir et exercer la totalité ou aucune partie du commerce, de l'actif ou du passif d'aucune personne, firme, association ou corporation que la compagnie croira propre à être exercés par elle, ou susceptibles à accroître la valeur des biens-intérêts ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Vendre, louer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits, franchises et entreprises de la compagnie moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions ou titres d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou particulièrement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, licences, concessions et autres choses semblables, conférant des droits exclusifs, non exclusifs ou limités, ou tout secret, procédés ou autre connaissance se rapportant à toute invention qui semblerait de nature à pouvoir être employée pour les fins de cette compagnie ou dont l'acquisition semblerait directement ou indirectement avantageux pour cette compagnie ; les employer, utiliser, développer ou octroyer des licences, et autrement faire valoir les biens, droits et informations ainsi acquis ;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Achever ou autrement acquérir des actions, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie, et durant possession, exercer tous les droits de propriété ;

Emettre des actions libérées, des obligations, débentures ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, du travail ou des services rendus ou que l'on conviendra de rendre, des droits, baux, affaires, franchises, entreprises, privilèges, licences ou concessions ou des actions, débentures, obligations ou autres titres d'aucune autre compagnie exerçant un commerce semblable ou se rattachant à celui de la présente compagnie ;

Placer des deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Souscrire, prendre et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, détenir comme propriétaires absolus, en garantie collatérale ou autrement, vendre, en garantir la vente, céder, transférer, ou autrement aliéner et négocier des obligations, débentures, parts, actions et autres valeurs ou titres d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale, scolaire, bancaire, d'aucune compagnie ou corporation d'utilité publique, minière, manufacturière, commerciale ou industrielle ;

Offrir en souscription au public des actions, parts, obligations, débentures et autres titres, ou d'autres valeurs d'aucun gouvernement, d'aucune corporation, compagnie, personne ou association ;

Promouvoir, organiser ou développer aucune corporation ou compagnie ;

Faire aucune convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant,

of them, and to promote or obtain any provisional, ordinance or law of the parliament or legislature placing the company in a position to attain its purposes, or for any other objects that may seem advantageous, to contest any proceedings or demands calculated to be detrimental directly or indirectly to the interests of the company ;

To acquire and carry on the whole or any part of the business assets and liabilities of any person, firm, association or corporation which the company may think capable of being carried on by it or calculated to enhance the value of or render profitable the property, interests or rights of the company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the property, rights, franchises and undertakings of the company for such price as the company may think fit, and in particular for shares or securities of any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company ;

To apply for, buy or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive, non-exclusive or limited rights or any secret, processes or other informations as to any invention which may seem capable of being used for the company's purposes or the acquisition of which may seem directly or indirectly advantageous to the company ; use, utilize, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights and informations so acquired ;

To amalgamate with any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company ;

To buy, or otherwise acquire the shares, bonds or other securities of any other company, and while holding the same to exercise all the rights of ownership attached thereto ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities in full or part payment of any property, work done or services rendered or agreed to be rendered, rights, lease, business, franchises, undertakings, privileges, licenses, or concessions or shares, debentures, bonds or other securities of any other company carrying on a business similar or incidental to that of the present company ;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To subscribe for, take or otherwise acquire by purchase, exchange or other legal title and either absolutely as owner or in collateral security or otherwise, sell, guarantee the sale, assign and transfer or otherwise deal with and dispose of bonds, debentures, shares, stock or other securities of any government, municipal or school corporation, bank, any public utility, mining, manufacturing, commercial or industrial company or corporation ;

To offer for public subscription shares, stock, bonds, debentures and other securities titles or securities of any government, corporation, company, person or association ;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company ;

To enter into any agreement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on, engaged

se livrant, et sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer ou propres à être exercés de manière à profiter directement ou indirectement aux propriétés et valeurs de la compagnie, aussi souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie, et les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantir aussi l'exécution des contrats, le paiement des obligations, ou autrement aider et assister aucune personne, firme ou corporation avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, personne, association, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra avoir des relations d'affaires ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, particulièrement, les actions, débentures ou titres dans d'autres compagnies appartenant à la corporation, ou dont cette dernière peut disposer ; sous le nom de "Economic Building Store, (Limited)", avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de cent piastre (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à 1673 Papineau, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province.

1669

C.-J. SIMARD.

in, or about to carry on or engage in any business or transactions which the company is authorized to carry on or engage in, or capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the property and securities of the company, also subscribe for or otherwise acquire the shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue with or without warranty or otherwise deal with the same ;

To raise and assist in raising monies by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee also the performance of contracts, the payment of the liabilities or otherwise assist and aid any person, firm or corporation with which the company may have business dealings, and guarantee the performance of contract by any such company, corporation, person, association, or by one or several persons with whom the company may have business dealings ;

To distribute to the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular the shares, debentures, or securities of any other company belonging to this company or which this company may dispose of, under the name of "Economic Building Store, (Limited)", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand (\$250,000.00) dollars, divided into two thousand five hundred (2,500) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at 1673 Papineau Street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1670

Assistant Provincial Secretary.

"The Adanac Construction Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 3 avril 1922, constituant en corporation : Bernard Bourdon, Amédée Monet, avocats, Fabio Monet, étudiant, tous trois des cité et district de Montréal, Antoine Lamarre, Philippe Lamarre, étudiants, tous deux de la cité de Longueuil, dans les buts suivants :

Faire le commerce et les affaires d'entrepreneurs et constructeurs en général et toutes les affaires y ayant rapport ;

Entreprendre pour le compte de compagnies ou de particulier, la construction d'édifices publics ou privés, de quais, digues, cheminées, écluses, ponts, égouts, aqueducs, trottoirs, canaux, filtres, réservoirs, viaducs, tunnels, inspecter, prouver et évaluer toutes sortes de matériaux et machineries entrant dans ou se rapportant à telles constructions ;

Faire le commerce de fournitures de matériaux pour les ingénieurs, constructeurs et entrepreneurs ;

Entreprendre et exploiter des systèmes d'aqueducs, drainage, et de chauffage, ainsi que les conduites d'eau, les bassins et réservoirs à l'eau ;

Entreprendre et faire exécuter tous travaux de pavage, de macadamisage, de rues, ruelles, routes et chemins ; produire, acheter et vendre des matériaux servant à tels travaux ;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger, tant comme principal que comme agent, de la céramique, tuile, verre de la chaux, du ciment de l'asphalte, du plâtre, du sable, de l'amiante et autres produits en général ;

"The Adanac Construction Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1922, incorporating: Bernard Bourdon, Amédée Monet, advocates, Fabio Monet, student, all three of the city and district of Montreal; Antoine Lamarre and Philippe Lamarre, students, both of the city of Longueuil, for the following purposes:

To carry on the trade and business of contractors and builders in general and any other business incidental thereto;

To undertake on the account of companies or individuals, the construction of public or private buildings, wharves, dams, chimneys, locks, bridges, sewers, waterworks, sidewalks, canals, filters, reservoirs, viaducts, tunnels, inspect, test and value all sorts of materials and machinery entering into or connected with such constructions;

To deal in buildings supplies for engineers, builders and contractors;

To undertake and exploit waterworks, drainage and heating systems, together with the water pipes, basins and reservoirs;

To undertake and cause the execution of all paving, macadamizing work on streets, lanes roads and highways; to produce, buy and sell all the materials entering into such works;

To manufacture, import, export, buy, sell, exchange, both as principal or agent, ceramic, tiles, glass, lime, cement, asphalt, plaster, sand, asbestos and other products generally; acquire and work and sell mines, stone quarries, granite

acquérir, exploiter et vendre des mines, des carrières de pierres, de granit et des lits de sable; acheter, vendre, manufacturer et préparer le fer, l'acier, le bois sous toutes ses formes, acquérir et posséder des limites à bois et exploiter des moulins à scie:

Acquérir par achat, bail ou autrement des immeubles pour le besoin de la compagnie;

Agir en qualité d'agent pour toute compagnie, société ou personne possédant de semblables pouvoirs et faisant semblables commerces;

Vendre, louer, transporter, et échanger toutes propriétés que la compagnie pourrait développer et améliorer en les divisant en lots à bâtir et en y construisant elle-même des maisons d'habitation, fabriques et autres bâtisses;

Faire des avances, au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou d'amélioration; avec l'approbation des actionnaires, aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et à l'amélioration de l'entretien des chemins, rues, ruelles, égouts et autres travaux d'amélioration, des propriétés de la compagnie; prendre et maintenir des hypothèques, garanties et autres privilèges pour assurer le paiement de toutes propriétés vendues par la compagnie ou pour travaux exécutés par elle ou pour toutes créances quelconques;

Acheter, acquérir, posséder, vendre des actions, débetures ou garanties dans toutes autres compagnies, ayant les mêmes objets en tout ou en partie, que ceux de la présente compagnie; accepter en paiement de propriétés et travaux, des actions, débetures ou obligations de toutes autres compagnies;

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats, actions et autres biens en vertu des présents;

Prendre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, ou autres garanties de la compagnie en paiement de tous meubles, immeubles, droits, patentes et autres biens acquis par la compagnie ou avec l'approbation des actionnaires en paiement des services rendus dans la formation, la promotion ou l'organisation de la présente compagnie et généralement de tous services quelconques;

Vendre, louer, l'entreprise de la compagnie, ses affaires totalement ou partiellement pour telles considérations que la compagnie jugera convenable ou en disposer autrement, ou se joindre avec toutes personnes, sociétés ou corporations faisant des affaires du même genre en tout ou en partie, en paiement, recevoir de l'argent, des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débetures ou autres garanties de compagnie ou corporation, et distribuer parmi ses actionnaires de temps à autre tout argent, obligations, débetures, garanties ou autres biens appartenant à la compagnie;

Le but de la compagnie est de faire de temps à autre l'un ou plusieurs des actes, transactions et choses énoncées dans la présente charte, soit seul, seuls ou conjointement avec d'autres en qualité de principal ou d'agent, et tous pouvoirs accordés dans un paragraphe quelconque de la présente charte ne sera limité ni restreint par induction ou déduction des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "The Adanac Construction Company, Limited", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

quarries and sand pits; buy, sell, manufacture and prepare iron, steel, wood under all forms, acquire and possess timber limits and operate saw-mills;

To acquire by purchase, lease or otherwise immovable for the requirements of the company;

To act as agents for any company, partnership or person possessed of similar powers and carrying on similar businesses;

To sell, lease, transfer and exchange any property that the company may develop and improve by subdividing the same into building lots and erecting thereon dwelling houses, factories and other buildings;

To make advances of money by way of loans to the purchasers or lessees of any part of the immovables of the company for building purposes or other improvements; with the approval of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and improvement of roads, streets, lane, sewers and others works of improvement of the property of the company; to take and maintain hypothecs, mortgages and other charges to secure the payment of any property sold by the company or for works executed by it and for any claims whatever;

To buy, acquire, possess, sell shares, debentures or securities in any other companies having in whole or in part the same objects as the present company; accept in payment of property and work shares, debentures or bonds of any other companies;

To acquire and possess any business, franchises, undertakings, property, rights, privileges, leases, contracts, stock and other property in virtue hereof;

To issue paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment of any moveables, immovables, rights, patents and other property acquired by the company or with the approval of the shareholders in payment of services rendered in the formation, promotion and organization of the present company and generally for all services whatever;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, its business, in whole or in part, for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any persons, partnerships or corporations carrying on a business altogether or partly similar to this business, in payment to receive cash, paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of companies or corporations, and distribute among the shareholders from time to time any money, bonds, debentures, securities or other property belonging to this company;

The purpose of the company is to do from time to time one or several of the acts, transactions and things hereinabove enumerated, either alone or in conjunction with others, as principal or agents, and no power granted in any paragraph of the present charter shall be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "The Adanac Construction Company, Limited" with a total capital stock of fifty thousand (\$50,000.00), dollars, divided into five hundred (500) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1671 C.-J. SIMARD.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1672 Assistant Provincial Secretary.

"Antoine Labrie & Cie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Antoine Labrie, commis, J.-Herménégilde Tremblay, marchand, et Joseph-Adélaïde Plourde, notaire, tous de la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté du Lac Saint-Jean, dans les buts suivants:

Faire le commerce de marchands généraux, importateurs et exportateurs en gros et en détail de toutes sortes de marchandises et produits en général s'y rapportant;

Manufacturer, vendre, échanger ou autrement faire le commerce de toutes sortes de marchandises et produits ayant rapport au commerce de la compagnie et agir comme agents de manufactures ou agents à commission de toute autre compagnie, société ou personne engagée dans la fabrication, vente, importation et exportation d'articles similaires;

Fabriquer tous les articles qui peuvent être fabriqués pour le commerce ci-dessus, ainsi que le matériel requis pour la fabrication de ces articles et même faire le commerce de ce matériel;

Acheter ou autrement acquérir la propriété immobilière que la compagnie jugera utile à ses opérations et vendre ou autrement disposer de toute telle propriété aux conditions qu'elle jugera à propos;

Acquérir tous biens, fonds de commerce, meubles et immeubles, appartenant à des personnes, sociétés ou corporations, faire des affaires du genre ci-dessus énuméré et payer au moyen d'actions libérées de son fonds capital;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, ou autres instruments négociables et transférables;

Hypothéquer, mortgager, émettre des obligations (débentures) et vendre ou donner en garantie telles hypothèques ou obligations de la compagnie;

Vendre toute ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, obligations (débentures) ou garanties de toute autre compagnie;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires ou utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Antoine Labrie & Cie, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Jérôme, du Lac Saint-Jean (Metabetchouan) dans le district de Roberval.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1673 C.-J. SIMARD.

"Antoine Labrie & Cie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1922, incorporating: Antoine Labrie, clerk, J. Herménégilde Tremblay, merchant, and Joseph Adélaïde Plourde, notary, all of the parish of Saint Jérôme, in the county of Lake Saint John, for the following purposes:

To carry on the business of general merchants, wholesale and retail importers and exporters of all kinds of merchandise and producers in general incidental thereto;

To manufacture, sell, exchange or otherwise deal in all kinds of merchandise and products incidental to the business of the company and act as manufacturers' or commission agents of any other company, partnership or person engaged in the manufacture, sale, importation and exportation of similar goods;

To manufacture all articles capable of being manufactured for the above business, as well as the equipment required for the manufacture of such articles and to also deal in the said equipment;

To buy or otherwise acquire the immoveable property that the company may think useful for its operations and to sell or otherwise dispose of any such property on the conditions it may think proper;

To acquire any property, stock in trade, moveables and immoveables, belonging to persons, partnerships or corporations carrying on like businesses to those above mentioned and to pay for the same by way of paid up shares of its capital stock;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable and transferable instruments;

To hypothecate, mortgage, issue debentures and to sell or pledge such hypothecs or debentures of the company;

To sell the whole or any part of the undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

And without limiting the generality of the foregoing powers, to do all acts and things that may be deemed necessary or useful for the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Antoine Labrie & Cie, Limitée" with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Saint Jérôme-du-Lac Saint-Jean (Metabetchouan), in the district of Roberval.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1674 Assistant Provincial Secretary.

"Nelson, McKenzie & Cie—Co., Ltée—Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'avril 1922, constituant en corporation Walter Joseph Nelson, marchand, John George Nelson, voyageur de commerce, Joseph B. McKenzie manufacturier, de la cité de Montréal; Arthur McKenzie, agent, Flamant, Felix-Joseph Daigneau, comptable, Verdun (près Montréal), dans les buts suivants:

Acheter et exploiter le commerce de Nelson, Lambert, McKenzie & Cie;

L'emprunter et de faire le commerce en gros et en détail de spécialités en quincaillerie, articles de plomberies, ferronnerie générale, peinture et ses accessoires, articles de sport, articles d'électricité, accessoires d'automobile, menus articles (small wares), commerce de meubles, mercerie, verrerie, instruments musicaux, papeterie, parfumerie, le commerce de chaussures, commerce de bois;

Acheter et pouvoir vendre des terrains ou propriété pour l'exploitation de notre commerce, sous le nom de "Nelson, McKenzie & Cie—Co., Ltée—Ltd", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1675

C.-J. SIMARD.

"Nelson, McKenzie & Cie—Co., Ltée—Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1922, incorporating: Walter Joseph Nelson, merchant, John George Nelson, commercial traveller, Joseph B. McKenzie, manufacturer, of the city of Montreal; Arthur McKenzie, agent, Flamant, Felix Joseph Daigneau, accountant, Verdun (near Montreal), for the following purposes:

To buy and exploit the business of Nelson, Lambert, McKenzie & Co;

To borrow and deal wholesale and retail in hardware specialties, plumbing supplies, general hardware, paint and its accessories, sporting goods electrical goods, automobile supplies, small wares, furniture, gent's furnishings, glassware, musical instruments, stationery, perfumes, boots and shoes, wood;

To buy and sell lands or property for the exploitation of the above business, under the name of "Nelson McKenzie & Cie—Co., Ltée—Ltd", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1676

"St. Eustache Boating Club, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Harry Milburne, assistant-gérant, George William Meldrum, gérant, William Hart, fabricant de bijoux, Joseph Louis Auguste Belisle, maître-plombier, William S. McCulloch, estimateur expert, Grant Potter, commis, Montréal, et Francis Leo McLaughlan, vendeur, Saint-Eustache, aux fins suivantes:

Bâtir, exploiter et entretenir un club pourvu de commodités pour les divertissements de société, les amusements, la dance, le cinéma, les distractions sociales, la vente des rafraîchissements;

Acquérir aucune entreprise de même nature;

Acheter, vendre et acquérir du terrain ou d'autres propriétés;

Acquérir l'actif ou l'achalandage d'aucune autre compagnie ou d'aucune autre affaire connexe aux objets du club ou utile à la réalisation de ses objets;

Encourager la rame, l'aviron et les autres sports aquatiques;

Remiser les embarcations; construire des quais et pontons; bâtir et louer des remises à bateaux et des bains, sous le nom de "Saint Eustache Boating Club, Limited", avec un fonds social total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en quinze cents (1500) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

"St. Eustache Boating Club, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1922, incorporating: Harry Milburne, assistant manager, 186 Grand Boulevard, Notre-Dame de Grâce, George William Meldrum, manager, 134 Queen street, William Hart, mfg. jeweller, 42 Hutchison street, Joseph Louis Auguste Belisle, master plumber, 233 Chambord street, William S. McCulloch, valuation engineer, 2113 Waverly street, Grant Potter, clerk, 2411 Jeanne Mance street, Montreal and Francis Leo McLaughlan, salesman, St. Eustache, for the following purposes:

The erection, operation and maintenance of a club house with facilities for social recreation, amusements, dancing, moving pictures, social entertainments, sale of refreshments;

To acquire any undertaking of a similar nature;

To buy, sell and acquire land or other properties;

To acquire the assets or good will of any other company or any other business which may be cognate to the objects of the club or useful in aiding it in the attainment of its objects;

To promote rowing, paddling, aquatic and other sports;

The housing and storage of boats; the erection of wharves and landing stages; the erection and renting of boat houses and bath houses, under the name of "St. Eustache Boating Club, Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne. Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1689 C.-J. SIMARD.

The head office of the company, will be at Saint Eustache, in the district of Terrebonne. Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1690 Assistant Provincial Secretary.

"Blauer Bros. & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'avril 1922, constituant en corporation : Isidore Popliger, Max Liverman, David Mortimer Notkin, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Se livrer au commerce et à l'industrie consistant à manufacturer des vêtements pour enfants et femmes, des hardes pour messieurs et garçons, ainsi qu'à aucun autre commerce pouvant être incidemment exercé en rapport avec icelui.

Exercer ce commerce en gros et au détail, aussi acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner et autrement disposer d'aucune propriété mobilière ou immobilière nécessaire aux fins de la compagnie;

Hypothéquer, grever d'aucunes manières quelconque la propriété immobilière de la compagnie;

Accepter, tirer, endosser et négocier des lettres de change, billets promissaires et autres instruments négociables;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement aucun commerce de même nature, avec les machines, l'assortiment, l'achalandage, les meubles et autres accessoires, et les payer en argent ou en actions entièrement libérées de la compagnie moyennant les prix et nombre d'actions que déterminera la compagnie;

Acquérir, détenir, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions du capital, des débetures ou valeurs d'aucune corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation;

Acheter, louer, détenir et acquérir aucun commerce de même nature qu'exerce la compagnie, soit en tout soit en partie, aussi aucune franchise ou licence, et les payer en actions, en débetures ou avec d'autres valeurs de la compagnie, ou autrement, sous le nom de "Blauer Bros. & Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1922.

Le sous secrétaire de la province,
1699 C.-J. SIMARD.

"Newbridge Realities, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'avril 1922, constituant en corporation : Félix Gagnon, commis, John McDougald Campbell, comptable, Margaret E. Chabot, fille majeure, sténographe, tous de Montréal, aux fins suivantes :

"Blauer Bros. & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1922, incorporating: Isidore Popliger, Max Liverman, David Mortimer Notkin, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and manufacture in all its branches the business of manufacturers of children's and ladies' wear, men's and boy's clothing and any other business which may incidentally be carried on in connection therewith;

To carry on such business wholesale and retail and to acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate and otherwise dispose of any property, moveable or immoveable, necessary for the company's purposes;

To hypothecate, pledge, in any manner whatever the immoveables, property of the company;

To accept, draw, endorse and negotiate, bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good will, furniture and other accessories, and pay for same in cash or fully paid up shares of the company for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares of stock, or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To do all things, exercise all powers and carry on business incidental to the carrying out of the objects for which this company is incorporated;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part and also any franchise or license, and pay therefor either in shares, debentures or other securities, of the company, or otherwise, under the name of "Blauer Bros. & Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1700 Assistant Provincial Secretary.

"Newbridge Realities, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1922, incorporating: Félix Gagnon, clerk, John McDougald Campbell, accountant, Margaret E. Chabot, spinster, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

Trafiquer de biens-fonds, terres en friche et en culture, forêts, hypothèques, actions et obligations dans des compagnies foncières et d'intérêts connexes. Aussi améliorer et bâtir sur terrains vagues, chaque fois que cela sera dans le meilleur intérêt de la compagnie, et faire tout ce qui est nécessaire à la manipulation adéquate des immeubles, sous toutes formes, trafiquer contre argent comptant ou en nature des autres terrains, d'actions de compagnies ou d'obligations que la compagnie estimera être des valeurs d'échange pour des actions de la compagnie, ou du comptant, sous le nom de "Newbridge Realities, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) parts de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1701 C.-J. SIMARD.

" St. Lawrence Independent Oil Company ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Augustin Mathieu, Jacques Perron, avocats, Alice Robert, fille majeure, sténographe, tous de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, posséder, vendre, bâtir, prendre à bail, fréter, louer ou autrement obtenir ou disposer de navires et embarcations de tout genre et description, les gérer et naviguer pour le transport des voyageurs, des marchandises, le touage, l'allégeage, le renflouage, ou pour d'autres fins;

Construire, ériger ou acquérir les docks et quais qu'on croira nécessaires ou avantageux aux fins de la compagnie, les aliéner à volonté. Bâtir et exploiter des câles-sèches, et se livrer à la construction navale de tout genre;

Se livrer aux opérations de mise en cale-sèche et de réparation des navires, d'entretien et exploitation des outillages de sauvetage et de renflouage, se livrer à toutes opérations de renflouage des épaves;

Agir comme marchands généraux et négociants de marchandises d'une façon générale, avec pouvoir d'être arrimeurs pour charger et décharger les vaisseaux, d'être entrepreneurs et constructeurs pour tous genres de travaux, agents pour toute sorte d'effets, denrées et marchandises, facteurs, avec pouvoir d'acquérir, louer, grever et disposer des propriétés immobilières et bâties qu'on croira bon d'acquérir;

Acquérir par achat ou autrement, vendre ou louer des sources d'huile et de gaz; construire et entretenir des tuyauteries, réservoirs d'approvisionnement, forer des puits d'huile et de gaz, aussi les développer, exploiter, louer ou vendre, et généralement acheter et vendre de l'huile, et s'adonner à toute opération nécessaire en rapport avec l'achat, la vente et la disposition de l'huile; fournir, vendre et livrer les gaz naturel et artificiel; vendre l'huile et se livrer aux opérations du raffinage d'icelle, et généralement fournir, vendre, livrer et disposer des produits desdites sources et propriétés;

Vendre ou disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'actif et de l'entreprise de la compagnie

To deal in real estate, improved and unimproved, farms, woodlands, mortgages, stocks and bonds of real estate companies and allied interests. Also to improve and build upon vacant lands, whenever it may be to the best interests of the company so to do, and to do any and everything necessary for the proper handling of real estate in all its branches, to deal for cash or in trade for such other lands, shares of companies, or bonds, which in the opinion of the company may constitute value exchange for the company's shares or cash, under the name of "Newbridge Realities, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,

1 02 Assistant Provincial Secretary.

" St. Lawrence Independent Oil Company ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1922, incorporating: Augustin Mathieu, Jacques Perron, advocates, Alice Robert, spinster, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, own, sell, build, lease, charter, hire or otherwise obtain or dispose of steamers and craft of every nature and kind and to manage and navigate same for passengers, freight towing, lightening, wrecking or other purposes;

To build, erect or acquire such docks and wharves as may be deemed necessary or expedient for the purposes of the company and to alienate the same at pleasure. To build and operate dry docks, and to engage in the building of all classes of vessels;

To engage in docking and repairing vessels and the maintenance and operation of salvage and wrecking plants and to carry on the business of wrecking in all its branches;

To act as general merchants and traders in merchandise in general, with power to act as stevedores for the loading and unloading of vessels, with power to act as contractors and builders for all kinds of work, with power to act as agents for all kind of goods, wares and merchandise and commission agents, with power to acquire, lease, hypothecate and dispose of immovable properties and buildings which they may see fit to acquire;

To acquire by purchase or otherwise and to sell, or lease oil and gas properties; to construct and maintain pipe lines, storage tanks, and to drill oil and gas wells, and develop, operate, lease or sell the same and generally buy and sell oil and perform any operation required in connection with the buying, selling and handling of oil; to furnish, sell and supply both natural and artificial gas; to sell oil and engage in the business of refining the same, and generally to furnish, sell, supply and dispose of the products of said wells and properties;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company as a

comme affaire exploitée ou autrement, moyennant le prix que la compagnie croira convenable;

Tirer, souscrire, endosser, accepter, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et tous instruments négociables et transférables;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, exploiter et jouir des biens-fonds, bâtiments, franchises, droits, privilèges et achalandage afférent que possède, détient, ou dont jouit aucune personne, firme ou corporation;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originaire, ou autrement, et détenir, vendre ou autrement aliéner les parts ordinaires ou privilégiées, les debentures, bons, et autres obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie aux objets de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et voter sur toutes les actions ainsi détenues par l'entremise d'un ou plusieurs procureurs que nommeront les directeurs, pourvu que ces agents soient actionnaires;

Se joindre à aucune personne, firme ou corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, aux termes et conditions qu'on croira convenables;

Distribuer en espèces ou autrement aucunes valeurs de la compagnie aux actionnaires, et particulièrement les actions, obligations, debentures ou autres titres d'aucune autre compagnie formée pour assurer la totalité ou aucune partie de l'actif de la présente compagnie;

Émettre des actions entièrement libérées, des obligations, des debentures ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel du prix d'achat de biens-fonds, bâtiments ou autres propriétés que la compagnie peut acquérir, posséder ou détenir en vertu des dispositions des présentes, pour services rendus dans l'organisation ou autrement;

Payer avec les deniers de la compagnie les frais et dépens faits pour constituer et organiser la compagnie;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe des présentes ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun paragraphe ou déduction d'icelui, sous le nom de "St. Lawrence Independent Oil Company".

Le fonds social de la compagnie est divisé en mille (1000) parts sans valeur nominale ou au pair; ou en mille (1000) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune. Lesdites actions privilégiées auront droit d'être payées, avec les bénéfices annuels, par préférence sur tous autres dividendes, d'un dividende fixe pour cette année-là, au taux de sept pour cent l'an, sur le capital versé sur icelles; ces actions privilégiées donneront droit, au cas de liquidation, au remboursement du capital versé sur icelles, par préférence aux autres actions, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cent cinq mille piastres (\$105,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1717 C.-J. SIMARD.

going concerns or otherwise for such consideration as to the company may seem fit;

To draw, make, endorse, accept, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and all negotiable and transferable instruments;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold, operate and enjoy the real estate and buildings and the franchises, rights, privileges and goodwill appertaining thereto, owned, held, or enjoyed by any person, firm or corporation;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise and to hold, sell or otherwise dispose of with shares of stock, whether common or preferred, debentures, bonds, and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the object of this company or carrying on any business capable of being so conducted as directly or indirectly to benefit this company, and to vote on all shares so held through such agent or agents as the directorate may appoint provided such agent or agents are shareholders;

To join with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of the company on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To distribute in specie or otherwise any assets of the company among its shareholders, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets of this company;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment of the purchase price of any real estate, buildings or other property which the company may acquire, own or hold under the provisions hereof, or for services rendered by way of promotion or otherwise;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses incurred for the incorporation and organization of the company;

The power in each paragraph hereof are to be nowise limited or restricted by reference or inference from the terms of any paragraph, under the name of "St. Lawrence Independent Oil Company".

The capital stock of the company is divided into one thousand (1000) shares having no nominal or par value; and into one thousand (1000) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each. The said preference shares shall be entitled to be paid out of the profits of each year in priority to all other dividends, a fixed dividend for that year at the rate of seven per centum per annum on the capital paid up thereon; such preference shares shall be entitled in a winding-up to have the capital paid up thereon to be paid off in priority to the other shares, and the amount with which the company will commence its operations will be one hundred and five thousand dollars (\$105,000.00).

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April 1922.

C.-J. SIMARD,
1718 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Mountain Trucking Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, art. 5968, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du douzième jour d'avril 1922, changeant le nom de "Montreal Trucking Company, Limited", constituée en corporation par lettres-patentes du dix-sept novembre 1921, sous le nom de "Montreal Trucking Company, Limited", en celui de "Mountain Trucking Company, Limited", dans les buts suivants:

Faire affaires comme agents de messageries, de voitures, factage et transport, expéditeurs par voie d'air, de terre et de mer, propriétaires et gardiens d'entrepôts, y compris fournir à d'autres des commodités d'entrepôts frigorifiques, être agents d'emmagasinage, courtiers, agents de douanes, messagers, propriétaires de cabriolets, autres voitures et véhicules;

Acquérir, détenir, louer et transférer des biens-fonds, terrains, matériaux de construction ou commodité pour l'exercice de toutes les opérations et entreprises précitées ou d'aucune d'icelles, aussi bâtir, établir, construire, acheter, louer ou autrement acquérir, maintenir et exploiter tous bâtiments, des écuries, magasins, entrepôts frigorifiques, fermes, docks, quais et autres propriétés pour l'usage de la compagnie, pour l'élevage et la garde des chevaux et autres animaux qu'elle possède;

Posséder et exploiter des ateliers de réparations, des forges, garages, fabriques de voitures et usines pour la fabrication et la réparation des wagons, remorques, camions, voitures de promenade, tainaux, voitures, charrettes, automobiles, taxis, aéroplanes et de tous genres de vaisseaux et véhicules pour le transport par air, par terre et mer, aussi des harnais, apprêts et autres appareils et choses utiles ou nécessaires au commerce de la compagnie ou aucun d'iceux;

Passer tous contrats avec les gouvernements, municipalités, chemins de fer, compagnies de transport ou de navigation, ou avec aucune firme, corporation ou personne relativement au transport, à l'expédition, au transfert, à l'emmagasinage, à l'entreposage et à la livraison de tous effets, marchandises ou autres articles, au transport dans l'air, par terre ou sur mer;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement paraissant propre à servir aux fins de la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les oïens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Prendre en garanti d'aucune dette due à la compagnie des mortgages, hypothèques sur la propriété des débiteurs de la compagnie, prendre en gage la propriété mobilière et immobilière des débiteurs de la compagnie;

"Mountain Trucking Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5968, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1922, changing the name of "Montreal Trucking Company, Limited", incorporated by letters patent, bearing date the seventeenth day of November, 1921, under the name of "Montreal Trucking Company, Limited", to that of "Mountain Trucking Company, Limited", for the following purposes:

To carry on the business of general cartage, carriage, transfer and transport agents, forwarders by air, land and sea, warehousemen, and warehouse keepers, including the furnishing to others of both cold and dry storage facilities, storage agents, brokers, customs agents, expressmen, and proprietors of hackney and other carriages and vehicles;

To acquire, hold, lease, sell and convey any real estate, lands and building requisite or convenience for the carrying on of any or all of the aforesaid operations and undertakings and to build, establish, construct, purchase, lease or otherwise acquire, maintain and operate all buildings, stables, storehouses, cold storage warehouses, farms, docks, wharves, and other property for the use of the company and for the breeding and keeping of the horses and other animals owned by it;

To own and operate machine shops, blacksmith shops, garages, carriage factories and factories for the manufacture and repair of wagons, drays, lorries, buggies, sleighs, carriage, carts, automobiles, taxi-cabs, aeroplanes and all kinds of vessels and vehicles whether for transportation by air, land or sea, and all harnesses, fittings and other apparatus and things useful or necessary for the business of the company or any of them;

To enter into any all contracts with any government, municipality, railway, transportation, or steamship company, or with any firm, corporation, or individual, relative to transportation, forwarding, transferring storage, warehousing and delivery of any and all goods and merchandise or other articles and to the conveyance of passengers either by air, land or sea;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information which may seem capable of being used for the purposes of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To take as security for any debt owing to the company mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company and to take the moveable and immoveable property of debtors of the company in pledge;

Acquérir et posséder des actions et valeurs d'une ou plusieurs autres compagnies, en conformité des dispositions de l'article 5985 de la Loi des Compagnies de Québec, et autrement les vendre et négocier;

Émettre des actions entièrement libérées en paiement intégral ou partiel du prix d'achat d'aucune propriété mobilière ou immobilière de la compagnie, des droits brevetés, ou des actions dans d'autres compagnies lesquelles peuvent être acquises par la compagnie;

Exercer et assumer, à titre de firme active, ou autrement acquérir d'aucune autre personne, société ou corporation, aucune autre industrie manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être exercée conjointement avec la précitée, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables, émettre aussi des actions entièrement libérées ou des obligations de la compagnie en paiement intégral ou partiel du prix d'achat;

Exercer tous les pouvoirs précédents comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cent (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie est à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1697 C.-J. SIMARD.

To acquire and own shares and securities of any other company or companies in conformity with the provisions of article 5985 of the Quebec Companies' Act, and otherwise sell and deal with the same;

To issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price of any moveable or immoveable property, patent rights or shares in other companies that may be acquired by the company;

To carry on and take over as a going concern or otherwise acquire from any person, firm or corporation any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, and to issue fully paid up shares or bonds of the company in payment or part payment of the purchase price thereof;

To exercise all the foregoing powers as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, is at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
1698 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

287-22

Québec, 18 avril 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Adelphe, comté de Champlain, le lot No 692 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Stanislas, et de l'annexer à celle de Lafleche, même comté. 1613-16-2

146-21

Québec, 18 avril 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Shawinigan, comté de Saint-Maurice, les lots Nos 178, 181 à 222, inclusivement, du rang 5; les lots Nos 256 à 304, inclusivement, du rang 6 du cadastre officiel de la paroisse de Shawinigan; les lots Nos 213, 215 à 220, inclusivement; 183 à 200, inclusivement; 258 à 267, inclusivement; 201 à 212, inclusivement; 268 à 270, inclusivement, du cadastre officiel du village de Shawinigan, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de village de Shawinigan, l'autre partie devant, à l'avenir, être désignée sous le nom de paroisse de Shawinigan.

1615-16-2

6-22

Québec, 19 avril 1922.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Amable, le territoire compris dans la paroisse civile de Saint-Amable, comté de Verchères, tel qu'érigée par proclamation du 13 juin 1921, parue dans la *Gazette officielle* du 18 juin 1921 (page 1348).

1611-16-2

Department of Public Instruction

287-22

Quebec, 18th April, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Adelphe, county of Champlain, the lot No. 692 of the official cadastre of the parish of Saint Stanislas, and to annex it to that of Lafleche, same county. 1614-16-2

146-21

Quebec, 18th April, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Shawinigan, county of Saint Maurice, the lots Nos. 178, 181 to 222 inclusively, of range 5; the lots Nos. 256 to 304, inclusively, of range 6 of the official cadastre of the parish of Shawinigan; the lots Nos. 213, 215 to 220, inclusively; 183 to 200, inclusively; 258 to 267, inclusively; 201 to 212 inclusively; 268 to 270, inclusively, of the official cadastre of the village of Shawinigan, and to erect all the above territory into a separate school municipality under the name of "Shawinigan Village", the other part to be known, in the future, under the name of "Shawinigan parish". 1616-16-2

6-22

Quebec, 19th April, 1922.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of Saint Amable, the territory comprised within the limits of the civil parish of Saint Amable, county of Verchères, as erected by proclamation of the 13th of June, 1921, published in the *Official Gazette* of the 18th of June, 1921, (page 1348).

1612-16-2

842-20

Québec, 19 avril 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Shipton, comté de Richmond, les lots Nos 7a du 2ième rang du canton de Shipton, 7b du 2ième rang du canton de Shipton, 6b, 6c, 7b et 7c du 3ième rang du canton de Shipton, 6a et 7a du 3ième rang du canton de Shipton, et de les annexer à la municipalité scolaire du village d'Asbestos, même comté.

1617-16-2

842-20

Quebec, 19th April, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Shipton, county of Richmond, the lots Nos. 7a of the 2nd range of the township of Shipton, 7b of the 2nd range of the township of Shipton, 6b, 6c, 7b and 7c of the 3rd range of the township of Shipton, 6a and 7a of the 3rd range of the township of Shipton, and to annex them to the school municipality of the village of Asbestos, same county.

1618-16-2

644-22

Avis est par le présent donné que les commissaires d'écoles du canton de Prévost, comté de Berthier, demandent, par résolution du 2 avril 1922, que leur municipalité scolaire soit désignée à l'avenir sous le nom de "Saint-Zénon".

1619-16-2

644-22

Notice is hereby given that application is made by the school commissioners of the township of Prevost, county of Berthier, by resolution of the 2nd of April, 1922, to change the name of their school municipality to that of "Saint Zenon".

1620-16-2

Département des terres et forêts

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS

AVIS

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Hull, bureau des terres, le 4 juillet 1922; Chicoutimi, bureau des terres, le 12 juillet 1922; Restigouche, comté de Bonaventure Moulins Chaleurs Bay Mills, le 19 juillet 1922; Québec, département des terres et forêts, le 15 août 1922 pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et clasificateurs de bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter.

Un honoraire de \$6.00 est exigible.

Le sous-ministre des terres et forêts,

ELZ.-MIVILLE DECHENE.

Québec, 26 avril 1922.

1695

Department of Lands and Forests

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS

NOTICE

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at Hull, P.Q., Crown Lands office, on the 4th July, 1922; Chicoutimi, Crown Lands office, on 12th July 1922; Restigouche, county of Bonaventure, Chaleur Bay Mills on 19th July, 1922; Quebec Department Lands and Forests, on 15th August, 1922 to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they propose presenting themselves.

A Fee of \$6.00 is exacted.

ELZ. MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister of Lands and Forests.
Quebec 26th April, 1922. 1696

Département du trésor

Avis est par le présent donné que "The Franklin Fire Insurance Company of Philadelphia" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu le et après le dix-huit avril 1922.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: Fred W. Evans, 26, rue Saint-Sacrement, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce dix-huitième jour d'avril 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Département du trésor,

Branche des assurances, Québec. 1599-16-2

Treasury Department

Notice is hereby given that "The Franklin Fire Insurance Company of Philadelphia" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, on and after the eighteenth day of April, 1922.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: Fred W. Evans, 26 Saint Sacrament street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this eighteenth day of April, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Treasury Department,

Insurance Branch, Quebec. 1600-16-2

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'à l'avenir le cercle agricole de la paroisse de Saint-Gabriel-de-La-Durantaye, comté de Bellechasse, sera désigné sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de La Durantaye", conformément à l'article 1862 des S. R. Q., 1909.

Le sous-ministre de l'agriculture,

J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 25 avril 1922.

1727

Department of Agriculture

Notice is hereby given that in the future the farmers' club of the parish of Saint-Gabriel-de-La-Durantaye, county of Bellechasse, shall be designated under the name of "Farmers' Club of the parish of La Durantaye", in conformity with article 1862 of the Q. R. S., 1909.

J. ANTONIO GRENIER,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, April 25th, 1922.

1728

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2385.

Dame Delphine Corbeil, de Saint-Michel-de-Laval, district de Montréal, épouse commune en biens de Adolphe Constantineau, autrefois cultivateur, de la ville de Saint-Michel-de-Laval, dûment autorisée à ester en justice, district de Montréal, demanderesse; vs Adolphe Constantineau, autrefois cultivateur, aujourd'hui journalier, de la ville de Saint-Michel, comté de Laval, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 12ème jour d'avril 1922. Montréal, 12 avril 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

1657—17-5

GUERIN & RENAUD.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2385.

Dame Delphine Corbeil, wife common as to property of Adolphe Constantineau, once farmer of the town of Saint-Michel-de-Laval, duly authorized to *ester en justice*, of Saint-Michel-de-Laval, district of Montreal, plaintiff; vs Adolphe Constantineau, once farmer, and now laborer, of the town of Saint-Michel-de-Laval, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 12th day of April, 1922. Montreal, April 20th 1922.

GUERIN & RENAUD,

Attorneys for the plaintiff.

1658—17-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3304.

Dame Florida Major, épouse commune en biens de Cyprien Boisvert, dûment autorisée à ester en justice par un jugement en date du 13ème jour d'avril 1922, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Cyprien Boisvert, laitier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 15ème jour d'avril 1922. Montréal, 18 avril 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

1659—17-5

GUERIN & RENAUD.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 3304.

Dame Florida Major, wife common as to property of Cyprien Boisvert, duly authorized to *ester en justice* by a judgment dated the 13th day of April, 1922, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Cyprien Boisvert, milkman, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 15th day of April, 1922. Montreal April 18th, 1922.

GUERIN & RENAUD,

Attorneys for the plaintiff.

1660—17-5

Province de Québec, Cour supérieure du district de Saint-François, No 521.

Dame Evelina Simpson, du canton de Barford, dit district, épouse de Thomas Ham, cultivateur, a pris une action en séparation de biens contre son époux.

Sherbrooke, 31 mars 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

1731—17-5

VERRET & DESILETS.

Province of Quebec, Superior Court, district of Saint Francis, No. 521.

Dame Evelina Simpson, of the township of Barford, in the said district, wife of Thomas Ham, farmer, has taken an action in separation as to property against her said husband.

Sherbrooke, 31st March, 1922.

VERRET & DESILETS,

Attorneys for plaintiff.

1732—17-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 591.

Dame Florida Larivière, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur, demanderesse; vs Albert Morel, imprimeur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparations de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur. Montréal, 12 avril 1922.

Le procureur de la demanderesse,

1603—16-5

J.-A. BOISSONNEAULT.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 591.

Florida Larivière, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the defendant, plaintiff; vs Albert Morel, printer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant. Montreal, April 12th. 1922.

J.-A. BOISSONNEAULT,

Attorney for plaintiff.

1604—16-5

Province de Québec, district de Montréal,
Cour supérieure, No 1460.

Dame Blanche Boulay, épouse commune en
biens de Léonce Giguère, commis; de Montréal,
dûment autorisée à ester en justice; vs Léonce
Giguère, du mêmes lieu.

Une action en séparation de biens a été insti-
tuée, ce jour.

Montréal, 8 avril 1922.

Les procureurs de Blanche Boulay,
1503—15-5 TRUDEAU & GUERIN.

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, No. 1460.

Dame Blanche Boulay, wife common as to
property of Léonce Giguère, clerk, of the city and
district of Montreal, duly authorized to *ester en*
justice; vs Léonce Giguère, of the same place.

An action in separation as to property has been
instituted, to day.

Montreal, 8th April, 1922.

TRUDEAU & GUERIN,
1504—15-5 Attorneys for Blanche Boulay.

Dans la Cour supérieure, province de Québec,
district de Montréal, No 230.

Dame Lilly Schleifer, femme de Fred. Richman,
marchand de Montréal, a institué une action en
séparation de propriété contre son mari.

Montréal, 23 février 1922.

L'avocat de la demanderesse,
1233—15-5 J.-N. DECARIE.

In the Superior Court, Province of Quebec,
district of Montreal, No. 230.

Dame Lilly Schleifer, wife of Fred Richman,
merchant of Montreal, has instituted an action
in separation as to property against her husband.
Montreal, 23rd February, 1922.

J. N. DECARIE,
1234—15-5 Attorney for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Action for separation as to bed and board

Canada, province de Québec, district des Trois-
Rivières, Cour supérieure, No 284.

Gilbert Grindrod, ouvrier, des cité et district
des Trois-Rivières, demandeur; vs Dame Lizzie
Jane Leach, du même endroit, défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a
été instituée le 14 février 1922.

Trois-Rivières, 25 avril 1922.

Les procureurs du demandeur,
1715—17-5 DESILETS & FORTIER.

Canada, Province of Quebec, district of Three
Rivers, Superior Court, No. 284.

Gilbert Grindrod, workman, of the city and
district of Three Rivers, plaintiff; vs Dame Lizzie
Jane Leach, of the same place, defendant.

An action in separation from bed and board
has been instituted on the 14th of February
1922.

Three Rivers, April 25th, 1922.

DESILETS & FORTIER,
1716—17-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

"EXTRAIT relatif aux directeurs de J.-E. Clément,
incorporée", 8 directeurs.

EXTRACT relating to the directors of J. E. Cle-
ment, incorporated", 8 directors.

Les affaires de la compagnie seront adminis-
trées par un conseil de directeurs de pas moins
de trois et de pas plus de cinq membres. Le
nombre peut en être fixé par les actionnaires
réunis en assemblée annuelle ou générale. Si non
les directeurs peuvent eux-mêmes en fixer le
nombre lors d'aucune assemblée régulière. Ad-
venant le cas où le nombre des directeurs serait
porté en aucun temps à plus que le nombre ac-
tuellement élu, les vacances au conseil seront con-
sidérées comme créées jusqu'à concurrence de ce
nombre.

L'élection des directeurs se fera à l'assemblée
générale annuelle de la compagnie ou à aucune
assemblée générale spéciale convoquée pour cela.
A aucune assemblée convoquée pour élire les
directeurs, les directeurs en exercice se retireront
mais seront rééligibles si qualifiés.

Tous les directeurs, une fois élus, occupent
leur charge, jusqu'à l'élection de leurs succes-
seurs.

Sujet aux dispositions du règlement numéro
quatre, une assemblée générale spéciale des ac-
tionnaires peut être convoquée en aucun temps
pour remplacer un directeur ou tous les directeurs,
et ces directeurs occupent leur charge jusqu'au
temps de la tenue de cette assemblée générale
spéciale, et de la passation d'une résolution nom-

The affairs of the company shall be managed
by a board of directors which shall consist of not
less than three and not more than five members.
The number may be fixed by the shareholders
at an annual or general meeting. Where not so
fixed the directors at any regular meeting may
fix the number. In case the number of direc-
tors is increased at any time to more than the
number actually elected vacancies in the board
shall be considered as created to the number of
such increase.

The election of directors shall take place at the
annual general meeting of the company or at any
special general meeting called for that purpose.
At any meeting called for the election of directors,
the directors theretofore in office shall retire but
if qualified shall be eligible for re-election;

All directors when once elected shall continue in
office until their successors are elected.

Subject to the provisions of by-law number four,
a special general meeting of shareholders may be
called at any time for the purpose of replacing
any or all of the directors, and such director or
directors shall continue in office only until such
time as such special general meeting shall have
been held and a resolution passed appointing his

mant son ou leurs successeurs; il est expressément statué aux présentes que les directeurs peuvent être renvoyés par le vote de la majorité du capital souscrit à une assemblée générale spéciale des actionnaires convoqués pour cela.

Au cas de décès d'un directeur ou de son incapacité d'agir comme tel, de la perte de sa qualité d'actionnaire, le vide ainsi ou autrement créé peut être comblé pour le reste du terme d'office, par le conseil qui choisit parmi les actionnaires qualifiés de la compagnie, pourvu qu'il y ait assez de directeurs pour former un quorum, les autres comme conseil d'administration de la compagnie nonobstant aucunes telles vacances, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires pour élection des directeurs. En toute éventualité, le conseil formera un quorum.

Je, Lucien - Wilfrid Lemieux, secrétaire de J.-E. Clement, incorporée, certifie aux présentes et atteste, pour tous intéressés, que le règlement précédent a été dûment passé à une réunion des directeurs provisoires de J.-E. Clement, incorporée, tenue le douze janvier mil neuf cent vingt-deux, et a été ratifié par tous les actionnaires de la compagnie réunis le même jour; aussi, que, en vertu du règlement précité, le nombre des directeurs a été porté de trois à quatre à une assemblée tenue le treize janvier mil neuf cent vingt-deux.

En foi de quoi mon seing et le sceau de la compagnie, dans la cité de Montréal, ce dix-neuf janvier en l'an mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire,

1679

L.-W. LEMIEUX.

CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY.

AVIS.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la "Canada & Gulf Terminal Railway Company", ajournée au 14 mars 1922 vu carence d'un quorum d'actionnaires, aura lieu au siège social de la compagnie, 602 immeuble "McGill", à Montréal, le 16 mai 1922, à 3.00 p.m., pour entendre le rapport annuel de la compagnie, élire le conseil d'administration et transiger toute autre affaire soumise à l'assemblée.

Ordre du conseil de direction,

Le secrétaire-trésorier.

1683

E. M. HOCTOR.

EXTRAIT des règlements de la compagnie Geo. Herdt, Incorporée, adoptés à la deuxième assemblée des directeurs de la compagnie Geo. Herdt, Inc., le 8 juin 1922, à deux heures et trente de l'après-midi, et ratifiés à l'unanimité des actionnaires de la compagnie, Geo. Herdt, Inc., tenue le vingt-huitième jour de juin 1921, à quatre heures de l'après-midi, à laquelle étaient présents tous les actionnaires de la compagnie représentant les 363 actions de la compagnie émises à date:—

Article No 5:—

Le bureau d'administration de la compagnie se compose de quatre directeurs, dont deux au moins forment un quorum.

Pour copie conforme,

Le secrétaire de la compagnie,

1687

LOUIS-PAUL CHARTRAND.

or their successors in office, it being expressly hereby provided that any or all of the directors may be removed from office by a majority vote of the stock outstanding at a special general meeting of shareholders called for that purpose.

In case of the death of a director or of his being unable to act as such or his ceasing to be a shareholder, the vacancy thereby or for any other reason created may be filled for the unexpired part of the term by the board from among the qualified shareholders of the company, provided always that if there are sufficient directors to form a quorum the remaining directors may continue to act validly as the board of directors of the company, notwithstanding any such vacancies, until the next general meeting of shareholders for the election of directors. In all cases a majority of the board shall form a quorum.

I, Lucien Wilfrid Lemieux, secretary of J. E. Clement, incorporated, do hereby certify and attest unto all whom it may concern that the foregoing by-law was duly enacted at a meeting of the Provisional directors of J. E. Clement, incorporated, held on the twelfth day of January, nineteen hundred and twenty-two, and was confirmed by all the shareholders of the company at a meeting held on the same day; and further under the authority of the aforesaid by-law the number of directors was increased from three to four at a meeting held on the thirteenth day of January, nineteen hundred and twenty-two.

As witness my hand and seal of the company at the city of Montreal this nineteenth day of January, in the year nineteen hundred and twenty two.

L. W. LEMIEUX,

Secretary.

1680

CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY.

NOTICE.

The annual general meeting of the shareholders of the Canada & Gulf Terminal Railway Company, which was postponed on March 14th, 1922, owing to a sufficient number of shareholders not being present to form a quorum, will be held at the head office of the Company, 602 McGill building, Montreal, on 16th May, 1922, at 3.00 P.M. for the purpose of receiving the annual report of the company, the election of the board of directors and the transaction of any other business which may be brought before the meeting.

By order of the Board,

1681

E. M. HOCTOR,

Secretary Treasurer.

EXTRACT of the by-laws of the company "Geo. Herdt, Incorporated" adopted at the second meeting of the directors of the company "Geo. Herdt, Inc." the 8th of June, 1921, at half past two o'clock in the afternoon and ratified unanimously by the shareholders of the company "Geo. Herdt Inc." at a meeting held the twenty eighth day of June, 1921, at four o'clock in the afternoon, at which meeting were present all the shareholders of the company representing the 363 shares of the company issued to date.

Article No. 5:

The board of directors of the company shall be composed of four directors, two of whom shall form a quorum.

A true copy,

LOUIS PAUL CHARTRAND,

Secretary of the company.

1688

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SÉCRÉTARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Edouard Biron, l'un des secrétaires de la chambre des notaires, que, par ordonnance du Conseil de ladite chambre, en date du 10 mars dernier 1922, Joseph-Octave Lavallée, notaire, résidant à Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le district de Richelieu, a été suspendu pour cinq années à raison d'actes jugés dérogatoires à l'honneur professionnel, suivant les dispositions des paragraphes sixième et septième de l'article 4849 du Code du notariat.

Cette suspension prendra effet le sixième jour de mai prochain 1922, et se terminera le sixième jour du mois de mai 1927, pourvu que ledit Joseph-Octave Lavallée paie intégralement à la chambre des notaires de la province de Québec, les frais auxquels il a été condamné par l'ordonnance rendue le même jour par le Conseil de la chambre des notaires.

En foi de quoi j'ai signé le présent, à Montréal, ce vingt-cinquième jour d'avril mil neuf cent vingt-deux.

1703—17-2 Le secrétaire,
EDOUARD BIRON.

Compagnie autorisée à faire des affaires

La compagnie "Internatinal Varnish Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 2951, avenue Green-shields.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Roy James Walker, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
Québec, 30 mars 1922. 1677

Minutes de notaire

Québec, 26 avril 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Oscar Théoret, notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Napoléon Théoret, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
1729—17-5

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF THE SECRETARY FOR THE DISTRICT OF MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, one of the secretaries of the Board of Notaries, that by a decree of the council of said board, dated the tenth day of March last, 1922, Joseph Octave Lavallée, esquire, notary, residing at Saint-Gabriel-de-Brandon, in the district of Richelieu, has been suspended for five years by reason of irregularities committed and which are mentioned in paragraphs sixth and seventh of article 4849 of the Notarial Code.

Such suspension will take effect the sixth day of May next, 1922, and will cease on the 6th day of the month of May, 1927, subject to the payment of all costs and expenses incurred by reason of the above decree.

In virtue hereof, I have signed this present, at Montreal, this twenty-fifth day of April, 1922.

1704—17-2 EDOUARD BIRON,
Secretary.

Company licensed to do business

The "International Varnish Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at No. 295 Greenshields avenue, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Roy James Walker, of Montreal

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Québec, 30th March, 1922. 1678

Notarial Minutes

Québec, 26th April, 1922.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Oscar Théoret, notary, residing and practicing in the city of Montreal, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Napoléon Théoret, in his lifetime of the same place.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
1730—17-5

Ordres de Cour

Province de Québec, district de Beauharnois,
Cour supérieure, No 4176.

Valleyfield, 22 avril 1922.

PRESENT: Sa Seigneurie le juge W. Mercier.
Timothée Grégoire, demandeur; vs Albée
Damour, défendeur; et Joseph Beaudin, oppo-
sant.

Vu l'allégation de la déconfiture du défendeur,
et vu que certains deniers, produits de meubles,
ont été rapportés en justice, ordre est donné aux
créanciers du défendeur de produire leurs récla-
mations au bureau du protonotaire de ladite
Cour dans les quinze jours de la première inser-
tion du présent avis.

1719-17-2 Le protonotaire,
S.-A. BRODEUR.

Canada, province de Québec, district de
Beauce, Cour supérieure, No 5228.

Frédéric Pomerleau, rentier, de la paroisse de
Saint-Ephrem, comté de Beauce, demandeur;
vs Aristide Roberge, de Saint-Evariste et Lauréat
Nadeau, de Saint-Méthode-d'Adstock, faisant
affaires en société à Saint-Méthode, sous le nom
de "Roberge & Nadeau", et J.-Albert Pomerleau,
autrefois de Saint-Méthode-d'Adstock, actuelle-
ment des Etats-Unis d'Amérique, défendeurs.

Vu que les défendeurs, Roberge & Nadeau,
pour se conformer au jugement de cette hono-
rable Cour, ont déposé entre les mains du proto-
notaire une somme de \$3,000.00 pour être distri-
buée au marc la livre entre les créanciers du
défendeur, J.-Albert Pomerleau;

Vu l'insolvabilité de ce dernier et vu l'absence
du juge;

Il est ordonné aux créanciers dudit défendeur,
J.-Albert Pomerleau, de produire leurs réclama-
tions entre les mains du protonotaire de cette
Cour dans un délai de 15 jours à compter de la
première publication de cette ordonnance,
laquelle ordonnance devra être publiée deux fois
dans la *Gazette officielle de Québec*, 673 C. P. C.,
afin qu'ensuite ladite somme de \$3,000.00 soit
distribuée par le protonotaire au marc la livre,
entre les créanciers du défendeur Pomerleau,
suivant la loi et avec dépens contre la masse.

Saint-Joseph-de-Beauce, 25 avril 1922.

Les protonotaires,
VEZINA & FERRON.

(Vraie copie)
Les protonotaires. 1721-17-2
VEZINA & FERRON,

Rules of Court

Province of Quebec, district of Beauharnois,
Superior Court, No. 4176.

Valleyfield, April 22nd, 1922.

PRESENT: His Lordship, judge W. Mercier.
Timothée Grégoire, plaintiff; vs Albée Damour,
defendant; and Joseph Beaudin, opposant.

Seeing the allegation of the insolvency of the
defendant, and seeing also that certain moneys,
the proceeds of moveables, have been deposited
with the Court, order is given to the creditors
of the defendant to file their claims at the office
of the prothonotary of the said Court within
fifteen days from the date of the first insertion
of the present notice.

1720-17-2 S. A. BRODEUR,
Prothonotary.

Canada, Province of Quebec, district of
Beauce, Superior Court, No. 5228.

Frederic Pomerleau, annuitant, of the parish
of Saint Ephrem, county of Beauce, plaintiff;
vs Aristide Roberge, of Saint-Evariste, and Lau-
réat Nadeau, of Saint-Méthode-d'Adstock, carry-
ing on business in partnership of Saint-Méthode,
under the name of "Roberge & Nadeau", and
J. Albert Pomerleau, formerly of Saint Méthode
d'Adstock, actually of the United States of
America, defendants.

Seeing that the defendants, Roberge & Nadeau,
to comply with the judgment of this Honourable
Court, have deposited with the Prothonotary a
sum of \$3,000.00 for distribution at so much in
the dollar among the creditors of the defendant,
J. Albert Pomerleau;

Seeing the insolvency of the latter and seeing
the absence of the Judge;

The creditors of the said defendant, J. Albert
Pomerleau, are ordered to produce their claims
with the prothonotary of this Court within a
delay of 15 days from the first publication of this
order, which order must be published twice in
the *Quebec Official Gazette*, 673 C. C. P., so that
following the said sum of \$3,000.00 be distri-
buted by the prothonotary, at so much in the
dollar, among the creditors of the defendant
Pomerleau, according to law and with expenses
against the masse.

Saint-Joseph-de-Beauce, 25th April, 1922.

VEZINA & FERRON,
Prothonotaries.

(True copy)
VEZINA & FERRON,
Prothonotaries. 1722-17-2

Soumissions

Offre d'obligations municipales, \$100,000.

Province de Québec, cité de Sherbrooke.

Avis public est, par les présentes, donné, que la
cité de Sherbrooke demande des soumissions
écrites pour la vente des obligations municipales
suivantes:

\$100,000, 5% d'intérêt, 20 ans échéance:
1er juin 1942, payables à la banque de Montréal,
à Sherbrooke, Montréal ou Québec, province de
Québec.

L'intérêt est payable semi-annuellement.

Tenders

Sherbrooke municipal bonds \$100,000.

Province of Quebec, city of Sherbrooke.

Public notice is hereby given that the city of
Sherbrooke is calling for tenders for the following
municipal bonds, to wit:

\$100,000, 5% interest, 20 years, maturity: 1st
of June, 1942, payable at the bank of Montreal,
in Sherbrooke, Quebec or Montreal, P. Q.

Interest payable semi-annually.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque garanti par une banque pour une somme égale à 1% du montant de la soumission et spécifier si l'offre est faite avec les intérêts accrus ou non.

Elles seront prises en considération par le conseil quinze jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, à savoir: le 15 mai prochain (1922), à huit heures du soir, ou aussitôt après que le Conseil municipal ou aux ajournements de la séance. La cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter les soumissions ou aucune d'elles.

Sherbrooke, le 20 avril 1922.

Le secrétaire-trésorier,

1681

E.-C. GATIEN.

Province de Québec, ville de Chicoutimi.

Des soumissions cachetées adressées au greffier de la ville de Chicoutimi, seront reçues par le soussigné jusqu'au 15 mai 1922, à 8 heures p. m., au bureau de la corporation de la ville de Chicoutimi, hôtel de ville, Chicoutimi, pour l'achat de l'émission d'obligations suivantes:

Règlement No 205, montant \$200,000.00, date d'échéance du premier mai 1923 au premier mai 1952, taux d'intérêt 5½%, payables à Chicoutimi, Québec ou Montréal.

Le règlement en vertu duquel les débetures sont émises a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 19 avril 1922.

Les débetures en vente sont par coupures de \$100.00 marquées D, et de \$500.00 marquées E, numérotées séparément et auxquelles sont annexées des coupons d'intérêt payables les 1er mai et novembre de chaque année, et rachetables par séries durant une période de 30 ans du premier mai 1923.

Toutes les soumissions doivent faire mention de l'intérêt accru à compter du 1er mai 1922.

Le dépôt de 1% exigé par la loi doit accompagner chaque soumission.

Le conseil ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune autre soumission.

Les soumissions seront décachetées le 15 mai 1922, et les débetures accordées sur décision du conseil.

Par ordre du conseil.

Le greffier,

ONESIME TREMBLAY.

Hôtel de ville, Chicoutimi, 25 avril 1922.

1733

Province de Québec, ville Saint-Pierre.

Avis public est par les présentes donné, que le conseil municipal de la ville Saint-Pierre recevra d'ici au 10 mai prochain, jusqu'à midi, au bureau du soussigné, J.-E. Moulin, secrétaire-trésorier de la ville Saint-Pierre, des soumissions écrites pour l'achat de \$56,000.00 de débetures, sous l'autorité du règlement No 127 de ladite ville Saint-Pierre, dûment approuvé suivant la loi, avec coupons d'intérêt au taux de six par cent (6%) par année, intérêt payable semi-annuellement les premiers de mai et novembre de chaque année au bureau d'une banque légalement constituée à ville Saint-Pierre, Montréal et Québec.

Ces débetures sont de la dénomination de \$1,000.00, savoir: 56 débetures de \$1,000.00 datées du 1er novembre 1921, rachetables le premier novembre 1931.

Le prix des soumissions devra comprendre les intérêts accrus sur ces débetures au moment de leur livraison.

Tenders must be accompanied by a marked check for 1% of the amount of the tender and specify whether the tender is made with accrued interest or not. They will be taken into consideration by the council fifteen days after the publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, to wit: on the 15th of May next, at eight o'clock, P. M., or so soon thereafter as the council or the finance committee can do so, or at adjournments of the session. The highest nor any of the tenders will necessarily be accepted.

Sherbrooke, this twentieth day of April, 1922.

E. C. GATIEN,

1682

Secretary-Treasurer.

Province of Quebec, town of Chicoutimi.

Sealed tenders, addressed to the clerk of the town of Chicoutimi, will be received by the undersigned until 8 p. m., May 15th, 1922, at the office of the corporation of the town of Chicoutimi, town hall, Chicoutimi, for the purchase of the following issue of debentures:

By-law No. 205, amount \$200,000.00, date of maturity from the first of May, 1923, to the 1st of May, 1952, rate of interest 5½% payable in Chicoutimi, Quebec or Montreal.

The by-law under which the above debentures are being issued has been approved by the Lieutenant Governor in Council, by ministerial order dated 19th April, 1922.

These debentures are of the denomination of \$100.00 marked D, and of \$500.00 marked E, numbered separately, with interest coupons attached, which are payable the first of May and November of each year, and are redeemable by series during a period of 30 years from the 1st of May, 1923.

All tenders must specify accrued interest from 1st of May, 1922.

A deposit of 1% as called for by law must accompany each tender.

The council does not bind itself to accept the highest or any other tender.

The tenders will be opened on May 15th, 1922, and bonds awarded by decision of the council.

By order of the council.

ONESIME TREMBLAY,

Town clerk.

Town Hall, Chicoutimi, 25th April, 1922.

1734

Province of Québec, town of Saint Pierre.

Public notice is hereby given that the municipal council of the town of Saint Pierre will receive up to twelve o'clock noon of the 10th of May next, at the office of the undersigned, J. E. Moulin, secretary treasurer of the town of Saint-Pierre, written tenders for the purchase of \$56,000.00 of debentures, under the authority of by-law No. 127 of the said town of Saint Pierre, duly approved according to law, with interest coupons at the rate of six per centum (6%) per annum, the interest being payable semi-yearly the first of May and of November of each year at the office of a chartered bank at the town of Saint Pierre, Montreal and Quebec.

These debentures are in denomination of \$1,000.00, namely: 56 debentures of \$1,000.00 dated the 1st of November, 1921, redeemable the first of November, 1931.

The price of the tender must include the accrued interest on the debentures at the time of their delivery.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée leur sera remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Lesdites soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance du conseil municipal de la ville Saint-Pierre, qui aura lieu MERCREDI, le QUINZIEME jour de MAI 1922, à HUIT heures p.m.

Ledit conseil ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Donné à ville Saint-Pierre, ce vingt-sixième jour du mois d'avril 1922.

Le secrétaire-trésorier,
1751—17-2 J.-E. MOULIN.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the loan. After the consideration of the tenders, the cheques of the unsuccessful tenderers will be returned to them forthwith; that of the successful tenderer will be returned to him after the execution of his contract.

The said tenders will be opened and considered at a sitting of the municipal council of the town of Saint Pierre which will be held on the FIFTEENTH day of MAY, 1922, at EIGHT o'clock p. m.

The said council does not bind itself to accept any of the tenders.

Given at the town of Saint Pierre, the twenty sixth day of the month of April, 1922.

J. E. MOULIN,
1752—17-2 Secretary Treasurer.

Ventes d'effets non réclamés

A TOUS LES INTERESSES.—Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier mars 1921, et non réclamés, aux bureaux des compagnies de messageries "Canadian National Express Company" et "American Railway Express Company", à divers endroits des provinces d'Ontario et Québec, seront vendus à l'enchère publique, au plus offrant, par l'encanteur de la compagnie, Walter M. Kearns, 346 rue Université, à Montréal, Québec, à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le TRENTIEME

MAI 1922, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date avec paiement des frais.

Daté à Montréal, Québec, ce vingt-huit mars 1922.

W. C. MUIR,
Vice-président et gérant général, Canadian
National Express Co., Montréal, Qué.
1375—14-6

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, MERCREDI, le TRENTE-UNIEME jour de MAI, 1922, chez Fraser Frères, encanteurs, 453 rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER
CANADIEN DU PACIFIQUE,
Par l'agent général du bagage,
J. O. APPS.
Montréal, 1922. 1415—14-6

Ventes—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Roberval.

Dans l'affaire de l'actif de Pierre Moreau, marbrier, de Roberval, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le TRENTE-UNIEME jour de MAI 1922, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu, par

Sales of unclaimed baggage

TO WHOM IT MAY CONCERN.—Notice is hereby given that all goods received previous to the first of March, A. D., 1921, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express Company and the American Railway Express Company, at different points in the Provinces of Ontario and Quebec, will be held by public auction, to the highest bidder, by the company's auctioneer, Walter M. Kearns, 346 University street, Montreal, Quebec, at ten o'clock in the forenoon, on TUESDAY,

the THIRTIETH day of MAY, A. D., 1922, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this twenty eighth day of March, 1922.

W. C. MUIR,
Vice President & General Manager, Canadian
National Express Co., Montreal, Que.
1376—14-6

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction on WEDNESDAY, the THIRTY FIRST day of MAY, 1922, at Fraser Brothers, auctioneers, 453 Saint James street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the Company unclaimed for a space of twelve months

THE CANADIAN PACIFIC
RAILWAY COMPANY.
Per J. O. APPS,
General Baggage Agent.
Montreal, 1922. 1416—14-6

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Roberval.

In the matter of the estate of Pierre Moreau, stone cutter, of Roberval, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the THIRTY FIRST day of MAY, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold, by public auc-

encan public, à la porte de l'église paroissiale de la ville de Roberval, savoir:

Un emplacement situé dans la ville de Roberval, connu et désigné sous le No quatre-vingt-onze (91) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval; en front au sud-ouest par la rue Arthur et en arrière au Lac Saint-Jean, au côté nord par l'emplacement appartenant à sieur Alfred Boivin et au sud par l'emplacement appartenant à sieur Thomas du Tremblay—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, y compris une bouilloire, engin à vapeur et les machines, machineries et accessoires, installés à demeure dans lesdites bâtisses.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10, George V, chapitre 36, et à les mêmes effets que la vente par le shérif.

En plus du prix d'achat, l'acheteur paiera les droits du gouvernement.

L'adjudication sera faite au plus haut et dernier enchérisseur.

Conditions de vente: Comptant.

Les titres pourront être examinés à mon bureau.

Le syndic autorisé,

J.-H. DELISLE.

Bureau: Bloc L.-E. Otis,
Roberval, P. Q.

1709—17-2

La Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No 8.

Dans l'affaire de Alma Pepin, cultivateur, Saint-David-d'Yamaska, dans la province de Québec, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les terres dudit Alma Pepin, désignées comme suit:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-David, sur la concession de la rivière Yamaska, de la contenance de trois arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, sans garantie de mesure précise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour ladite paroisse de Saint-David, sous le lot numéro mil vingt-huit (No 1028)—avec bâtisses y érigées;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-David, sur la concession de la rivière Yamaska, de la contenance de trois arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, sans garantie de mesure précise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour ladite paroisse de Saint-David, sous le lot numéro mil vingt-neuf (No 1029)—avec bâtisses y érigées;

3. Une terre située en la paroisse de Saint-David, sur la concession Saint-Patrice, de la contenance de deux arpents de largeur sur vingt-quatre arpents et huit perches de profondeur, sans garantie de mesure précise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour ladite paroisse de Saint-David, sous le lot numéro huit cent trente-quatre (No 834);

4. Une terre située en la paroisse de Saint-David, sur la concession Sainte-Sarah, de la contenance de deux arpents de largeur sur neuf arpents de profondeur, sans garantie de mesure précise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour

tion, at the door of the church of the parish of the town of Roberval, to wit:

An emplacement situated in the town of Roberval, known and designated as lot No. ninety-one (91) of the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Roberval; bounded in front to the south west by Arthur street and in rear by the Lake Saint John, on north side by the emplacement belonging to Mr. Alfred Boivin and on south side by the emplacement of Mr. Thomas du Tremblay—with the buildings constructed, thereon, circumstances and dependencies, including one boiler, steam engine and the machines, machineries and accessories, attached to the said buildings.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10, George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

In addition to the purchase price, the purchaser will pay the government fees.

Adjudication will be made to the highest and last bidder.

Conditions of sale: Cash.

The titles can be examined at my office.

J. H. DELISLE,

The authorized trustee.

Office: L. E. Otis building,
Roberval, P. Q.

1710—17-2

The Bankruptcy Act.

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No. 8.

In the matter of Alma Pepin, farmer, Saint-David-d'Yamaska, in the Province of Quebec, authorized assignor.

Public notice is hereby given that the lands of the said Alma Pepin, designated as follows:

1. A farm situate in the parish of Saint-David, in the concession of the river Yamaska, containing three arpents in width by twenty five arpents in depth, without warranty as to precise measurements, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said parish of Saint David, under the number one thousand and twenty eight (No. 1028)—with the buildings thereon erected;

2. A farm situate in the parish of Saint David, in the concession of the river Yamaska, containing three arpents in width by twenty five arpents in depth, without warranty as to precise measurements, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said parish of Saint-David, under the number one thousand and twenty nine (No. 1029)—with the buildings thereon erected;

3. A farm situate in the parish of Saint David, in the concession of Saint Patrice, containing two arpents in width by twenty four arpents and eight perches in depth, without warranty as to precise measurements, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said parish of Saint David, under the number eight hundred and thirty four (No. 834);

4. A farm situate in the parish of Saint David, in the concession of Sainte Sarah, containing two arpents in width by nine arpents in depth, without warranty as to precise measurements, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre for

ladite paroisse de Saint-David, sous le lot numéro six cent soixante-huit (No 668);

5. Un terrain situé en la paroisse de Saint-David, sur la concession Sainte-Sarah, de forme irrégulière, contenant en superficie sept arpents et onze perches, sans garantie de mesure précise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour ladite paroisse de Saint-David, sous le lot numéro six cent cinquante-neuf (No 659).

Seront vendus au village de Saint-David, dans la salle du conseil, MERCREDI, le DIX-SEPTIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-deux, à DEUX heures de l'après-midi.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la Loi de faillite et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndic autorisé,

J.-C.-A. TURCOTTE.

Sorel, P.Q.

1481-15-2

La Loi de faillite.

AVIS DE VENTE.

Dans l'affaire de Jean-Baptiste Plante, cultivateur, Saint-Samuel-de-Horton, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le QUATRE MAI 1922, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire) seront vendus par encaissement public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Samuel-de-Horton, comté de Nicolet, les immeubles suivants, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Samuel-de-Horton, sur le troisième rang du canton de Horton, connue et désignée comme suit:

1. Les deux tiers nord-est du lot numéro vingt-deux (22) du troisième rang de Horton, maintenant connu et désigné sous les numéros cent vingt-six et cent vingt-sept (126-127) du cadastre officiel d'enregistrement de Horton, ci-devant dans Sainte-Eulalie, maintenant dans Saint-Samuel, d'environ quatre-vingts acres en superficie—avec bâtiments et dépendances ci-dessus construit.

2. Le lot numéro vingt-trois (23) dudit troisième rang de Horton maintenant connu et désigné sous les numéros cent vingt-huit et cent vingt-neuf (128-129) dudit cadastre officiel d'enregistrement de Horton, pour cette partie du troisième rang susdit annexé au comté de Nicolet, d'environ quarante-cinq acres en superficie dans Saint-Samuel susdit—avec dépendances;

Une terre étant le tiers sud-ouest du lot de terre numéro vingt-deux (22) du troisième rang du canton de Horton, contenant deux arpents et quart de front, plus ou moins, sur la profondeur du dit lot; ce terrain étant maintenant connu et désigné par le numéro cent vingt-cinq (125) du cadastre officiel du canton de Horton, pour cette partie du troisième rang du dit canton annexé au comté de Nicolet depuis 1878 et situé dans ladite paroisse de Saint-Samuel-de-Horton, et dépendances;

Une terre située en la paroisse de Saint-Samuel-de-Horton, faisant partie du côté sud-ouest du lot de terre numéro vingt (20) du troisième rang du canton de Horton, ancienne énumération, contenant deux arpents et quart de largeur sur la por-

the said parish of Saint David, under the number six hundred and sixty eight (No. 668);

5. A piece of land situate in the parish of Saint-David, in the concession of Sainte Sarah, of irregular outline, containing seven arpents and eleven perches in area, without warranty as to precise measurements, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said parish of Saint David, under the number six hundred and fifty nine (No. 659);

Will be sold at the village of Saint David, in the municipal council hall, on WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty two, at TWO o'clock in the afternoon.

The titles and certificates can be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Sorel, P. Q.

J. C. A. TURCOTTE,

Authorized trustee.

1482-15-2

The Bankruptcy Act.

NOTICE OF SALE

In the matter of Jean-Baptiste Plante, farmer, Saint-Samuel-de-Horton, authorized assignor.

Notice is hereby given that of THURSDAY, the FOURTH day of MAY 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction at the parochial church door of Saint-Samuel-de-Horton, county of Nicolet, the following immoveables, namely:

A farm situate in the parish of Saint-Samuel-de-Horton, in the third range of the township of Horton, known and designated as follows:

1. The north-east two-thirds of the lot number twenty two (22) of the third range of Horton, now known and designated under the numbers one hundred and twenty six and one hundred and twenty seven (126 and 127) of the official cadastre of Horton, heretofore in Sainte Eulalie, now in Saint Samuel, of about eighty acres in area—with the buildings thereon erected;

2. The lot number twenty three (23) of the said third range of Horton, now known and designated under the numbers one hundred and twenty eight and one hundred and twenty nine (128 and 129) of the said official cadastre of Horton, for that part of the aforesaid third range annexed to the county of Nicolet, of about forty five acres in area, in Saint Samuel aforesaid—with the dependencies thereon;

A farm being the southwest third part of the lot of land number twenty two (22) of the third range of the township of Horton, containing two arpents and one quarter in front, more or less, by the depth of the said lot; this farm now being known and designated under the number one hundred and twenty five (125) or the official cadastre of the township of Horton, for that part of the third range of the said township annexed to the county of Nicolet since 1878 and situated in the said parish of Saint-Samuel-de-Horton—with the dependencies thereon;

A farm being situated in the parish of Saint-Samuel-de-Horton, forming part of the southwest side of the lot of land number twenty (20) of the third range of the township of Horton, old enumeration, containing two arpents and one quarter

fondeur dudit rang et maintenant connue et désignée par le numéro cent vingt (120) du cadastre officiel pour cette partie du troisième rang du canton de Horton, annexé au comté de Nicolet par l'acte 41 Victoria, Québec, chapitre 26 (1878)—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser à

HENRI BISSON,

Syndic autorisé.

Bureau: Edifice Banque d'Hochelaga.

Trois-Rivières, 7 avril 1922. 1495—15-2

Dans l'affaire de J.-Ovide Major, de Lyster, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que SAMEDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI 1922, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus à la porte de l'église de Sainte-Anastasie-de-Nelson, parencan public, au plus haut enchérisseur, les immeubles suivants:

1. Un emplacement faisant partie du lot numéro 17-9 du cadastre officiel pour le 5ième rang du canton Nelson, contenant environ cinq pieds de front sur 193 pieds de profondeur dans la ligne sud-est et 172 pieds dans la ligne nord-ouest, à laquelle profondeur ledit emplacement a 74 pieds de largeur; ledit emplacement est borné comme suit: en front au grand chemin du côté nord-ouest, à laquelle profondeur ledit emplacement a 74 pieds de largeur; ledit emplacement est borné comme suit: en front au grand chemin, du côté nord-ouest par la rue Marquis, du côté sud-est par le terrain de "Lotbinière Lumber Co." et en profondeur par H. Fraser ou représentants—avec les bâtisses y érigées;

2. Un autre emplacement faisant partie des mêmes lots et cadastre sus-mentionnés, contenant 38 pieds de front par cent pieds de profondeur; borné en front par la rue Marquis, en profondeur par Arthur Hinse, du côté nord-est par E. Lachance et du côté sud-ouest par S. Dubuc.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Condition de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements, s'adresser au syndic autorisé,

AUGUSTE BOURBEAU.

Bureau: 82 rue Notre-Dame, Victoriaville, Qué. (Copie conforme),

Le syndic.

1587-16-2

AUGUSTE BOURBEAU.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 262.

Dans l'affaire de Dosithé Leduc, 4350 rue Honfleur, Tétreaulville, Qué., cédant autorisé; et Paquet & Bonnier, de la cité de Montréal, Qué., syndics autorisés.

Avis public est par le présent donné que les terrains et bâtisses dessus érigés sous-mentionnés seront vendus au bureau des syndics soussignés,

in width by the depth of the said range and now known and designated under the number one hundred and twenty (120) of the official cadastre for that part of the third range of the township of Horton, annexed to the county of Nicolet by the act 41 Victoria, Quebec, chapter 26 (1878)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates can be examined at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

These properties can be visited at any time on applying to the undersigned.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars apply to

HENRI BISSON,

Authorized trustee.

Office, Hochelaga Bank building.

Three Rivers, 7th April, 1922. 1496—15-2

In the matter of J. Ovide Major, of Lyster, authorized assignor.

Notice is hereby given that SATURDAY, the TWENTY SEVENTH day of MAY, 1922, at TEN o'clock, there will be sold at public auction, the parochial church door of Sainte-Anastasie-de-Nelson, the following properties:

1. An emplacement forming part of lot No. 17-9 of the official plan and book of reference for the 5th range of the township of Nelson, containing about 5 feet in front by 193 feet in depth in the south-east line and 172 feet in the north-west line, at which depth the said emplacement has 74 feet in width; the said emplacement bounded as follows: in front by the public road, on the north-west side, at which depth the said emplacement has 74 feet in width; the said emplacement is bounded as follows: in front by the public road, on the north-west side by Marquis street, on the south-east side by land owned by the "Lotbinière Lumber Co." and in the depth by H. Fraser or representatives—with the buildings thereon erected;

2. Another emplacement forming part of the same lots and official plan above mentioned, containing 38 feet in front by 100 feet in depth, bounded in front by the Marquis street, in depth by Arthur Hinse, on the north east side by E. Lachance and on the south west side by S. Dubuc.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 on the Bankruptcy Act, 9-10 Georges V, chapter 36 and has the same effect as a sheriff's sale.

Condition of sale: Cash.

For further particulars, apply to

AUGUSTE BOURBEAU,

Authorized trustee.

Office: 82 Notre-Dame street, Victoriaville, Que. (True copy),

AUGUSTE BOURBEAU,

Trustee.

1588-16-2

Province of Quebec, district of Montréal, Superior Court, No. 262.

In the matter of Dosithé Leduc, 4350 Honfleur street, Tétreaulville, Que., authorized assignor; and Paquet & Bonnier, authorized trustees.

Public notice is hereby given that the pieces of ground with the buildings thereon erected undermentioned will be sold at the office of the

à Montréal, au No 120 rue Saint-Jacques, Suite 501, MARDI, le VINGT-TROISIEME jour de MAI 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Deux lots de terre situés sur ladite rue Honfleur, connus et désignés comme suit:

Le premier, sous le numéro deux cent cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf (399-255) et cent soixante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent (400-165) tous deux des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—avec bâtisses dessus érigées;

Le second, sous le numéro cent soixante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent (400-164) des plan et livre de renvoi officiels susdits, avec droit de passage dans les ruelles attenantes aux dits lots, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Pour de plus amples informations, s'adresser aux soussignés.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, sous-section 3-b de la Loi de faillite 1920, donnant à la vente l'effet d'une vente par shérif.

Les syndics autorisés,
PAQUET & BONNIER.

120 Saint-Jacques, Montréal, Qué.

Montréal, 18 avril 1922.

1601-16-2

En vertu de la Loi de faillite.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 191.

Dans l'affaire de New York & Dominion Corporation, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Syracuse, dans l'état de New York, et antérieurement en la cité de Rochester, dans ledit état, et faisant affaires dans la province de Québec, Canada, et ayant sa principale place d'affaires pour ladite province dans les cités et district de Montréal, cédante autorisée; et J.-Alphonse Turcotte et Edouard-Henri Merrill, syndics autorisés.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une résolution des inspecteurs de la faillite sus-nommée et en conformité avec les prescriptions de l'article 20, (1) (a) (2) (3) (a) et (b) de la loi de faillite;

L'immeuble ci-après désigné sera vendu en bloc par encan public, au bureau du shérif, au palais de justice, à Roberval, LUNDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, savoir:

Tout le bois debout, épinette et sapin, s'il en existe, sur les lots et propriétés foncières ci-après désignés, situés dans le comté du Lac Saint-Jean, province de Québec, ainsi que, s'il en existe, tous les droits, appartenances, privilèges et franchises y appartenant et s'y rapportant et y attachés, ou, suivant le cas, et sujet à toutes les charges et obligations relatives à la coupe dudit bois, les droits de coupe dudit bois d'épinette et de sapin que peut avoir la New York & Dominion Corporation, sans aucune garantie de faire valoir ou autrement, savoir:

(1) Lots numéros 18, 20, 43, 44, 59, 60, 69, 71, 74, 75, 78, 79, 80, 86, 87, 91, 92 du premier rang. Lot numéro 34 du second rang. Lots numéros 21, 31, 32, 33, 34, 63 du troisième rang. Lots numéros 18, 19, 22, 25, 56B, 57A, 57B, 58A, 60, 62, 63, 72, 77, 78, 80, 82, 83, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, du quatrième rang. Lots numéros 22,

undersigned trustees, in Montreal, No. 120 Saint James street, Suite 501, on TUESDAY, the TWENTY THIRD day of MAY, 1922, at ELEVEN o'clock A. M.

Two pieces of land situated on the said Honfleur street, known and designated as follows:

The first one, under number two hundred and fifty-five of the official sub-section of the original lot number three hundred and ninety nine (399-255) and one hundred and sixty-five of the official sub-section of original lot number four hundred (400-165) both on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe—with buildings thereon erected;

The second one, under number one hundred and sixty-four of the official sub-section of the original lot number four hundred (400-164) on the official plan and book of reference aforesaid with right of passage in the lanes adjoining to the said lots, the whole as it is presently with servitudes either active or passive, obvious or occult, attached to the said real estate.

For further particulars, apply to the undersigned.

This sale is made pursuant to article 20, sub-section 3-b of the Bankruptcy, Act 1920, giving said sale the effect of a sheriff's sale.

PAQUET & BONNIER,
Authorized trustees.

120 Saint James street, Montreal, Que.

Montreal, April 18th, 1922.

1602-15-2

Under the Bankruptcy Act.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 191.

In the matter of New York & Dominion Corporation, a corporation having its chief place and principal place of business at the city of Syracuse, in the state of New York, and formerly at the city of Rochester, in said state, and licensed to carry and carrying on business in the Province of Quebec, Canada, and having its chief office and principal place of business in and for said Province at the city and district of Montreal, authorized assignor; and J. Alphonse Turcotte and Edward Henry Merrill, authorized trustees.

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspectors of the above named insolvent estate and in accordance with the provisions of article 20, (1) (a) (2) (3) (a) and (b) of the Bankruptcy Act;

The property hereafter described will be sold (*en bloc*), by public auction, at the sheriff's office, at the Court House, in Roberval, on MONDAY, the TWENTY NINTH day of MAY, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to wit:

All of the standing spruce and balsam, if any, upon the following emplacements and free-hold lots situate, lying and being in the county of Lake Saint John, in the Province of Quebec, together with, if any, all appurtenances, rights, privileges and franchises incident and appertaining thereto and connected therewith, or, as the case may be, and subject to all charges and obligations in and for cutting the same, the rights to cut the said spruce and balsam which New York & Dominion Corporation may have, without any warranty to *faire valoir* or otherwise, namely:

(1) Lots numbers 18, 20, 43, 44, 59, 60, 69, 71, 74, 75, 78, 79, 80, 86, 87, 91, 92 of the first range. Lot number 34 of the second range. Lots numbers 21, 31, 32, 33, 34, 63 of the third range. Lots numbers 18, 19, 22, 25, 56B, 57A, 57B, 58A, 60, 62, 63, 72, 77, 78, 80, 82, 83, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92 of the fourth range. Lots num-

24 du cinquième rang. Lot numéro 24 du septième rang, tous dans le canton de Taillon;

(2) Lot numéro 56 du premier rang. Lots numéros 6, 7, 8, 11, 13, 14A, 15A, 19, 26, 27, 28, 29A, 29B, du deuxième rang. Lots numéros 15, 25, 26, 27, 30, 32, 33, 34, 35, 60, 67, 70 du troisième rang. Lots numéros 23, 24, 31, 32, 33, 52, 72, 73 du quatrième rang. Lots numéros 17, 18, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 35, 37, 39, 45, 47, 49, 51, 52, 53, 67 du cinquième rang. Lots numéros 11A, 11B, 14, 16, 17, 19, 25, 26, 27, 41, 42, 45, 46, 47, 49, 51, 52, 53 du sixième rang. Lots numéros 20, 21, 30, 38, 39 du septième rang, tous dans le canton de Dalmas;

(3) Lot numéro 27 du quatrième rang. Lot numéros 1 et 2 du septième rang. Lot numéro 13 du dixième rang. Lot numéro 26 du onzième rang. Lots numéros 35, 36, 37, 39, 43 du douzième rang. Lots numéros 42, 43, 44A, 46 du treizième rang. Lots numéros 47, 48, 50B du quatorzième rang, tous dans le canton de Dolbeau;

(4) Lots numéros 33, 36, 47, 48, 49A, 49B, 52, 55, 57, du premier rang. Lots numéros 36, 37, 38, 39, 43 du deuxième rang. Lots numéros 14, 15, 25A, 25B, 27, 28, 29, 30, 32, 34, 42, 43, 44, 45A, 46, 47 du troisième rang. Lots numéros 22, 25, 26, 27, 28, 30A, 30B, 34, 39A, 39B, 40, 41A, 41B du quatrième rang. Lot numéro 30 du sixième rang. Lots numéros 23, 24 du septième rang. Lot numéro 37 du huitième rang. Lots numéros 16, 18, 21, 22, 23 moitié ouest, 24, 26A, 26B, 27, 28, 31, 32, 42, Mistassini, tous dans le canton de Pelletier;

(5) Lots numéros 20, 26, 28 du troisième rang. Lots numéros 7, 35, 52, 53, 54, 60, 61, 62 du quatrième rang. Lots numéros 31, 34, 36, 37, 38 du cinquième rang. Lots numéros 13, 32, 33, 37, 38, 41, 42, 43 du sixième rang. Lots numéros 42, 43, 44, 45, 46, 49 du septième rang, tous dans le canton de Parent;

(6) Lots numéros 1, 2, 3, 13 sud; 17, 18, 21, 22, 23, 24, 27, 39, 41, 42 nord, tous dans le canton de Normandin;

(7) Lots numéros 1, 15B, 16 du sixième rang. Lots numéros 1, 2, 3, 5, 8, 11, 19½ N., 20 du septième rang, tous dans le canton d'Albanel;

(8) Tous les droits, privilèges et prétentions de la New York & Dominion Corporation susdite, à et sur un certain morceau de terrain formant partie du lot de terre numéro vingt-cinq du rang "A" (Pt. No 25-R-A-) de la réserve Indienne de la Pointe-Bleue du Lac Saint-Jean, dans le district de Roberval, province de Québec, ayant une superficie de dix arpents, plus ou moins, et borné comme suit: au nord, partie par le lot No 24 et partie par une baie du Lac Saint-Jean; à l'est par le lac Saint-Jean; à l'ouest par le droit de passage du chemin de fer James Bay & Eastern Railway, étant un prolongement du chemin de fer Québec & Lake Saint John; au sud par la partie du lot No 25, appartenant à Walter Richards et mesurant un arpent de largeur sur le lot No 25 à partir de la ligne de division entre les lots vingt-cinq et vingt-six; avec en outre l'usage d'un chemin privé sur le lot numéro vingt-cinq, partant du chemin public jusqu'au terrain ci-dessus désigné, avec en outre toutes les bâtisses érigées sur les terrains ci-dessus désignés, appartenances et dépendances. Le tout sujet au bail en date du quinzième jour de mars 1916, consenti par le gouvernement fédéral du Canada, par l'entremise du surintendant général des affaires indiennes, et tous les droits et titres de la New York & Dominion Corporation au et en vertu dudit bail cédé à ladite New York & Dominion Corpora-

bers 22, 24 of the fifth range. Lot number 24 of the seventh range, all in the township of Taillon;

(2) Lot number 56 of the first range. Lots numbers 6, 7, 8, 11, 13, 14A, 15A, 19, 26, 27, 28, 29A, 29B, of the second range. Lots numbers 15, 25, 26, 27, 30, 32, 33, 34, 35, 60, 67, 70 of the third range. Lots numbers 23, 24, 31, 32, 33, 52, 72, 73 of the fourth range. Lots numbers 17, 18, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 35, 37, 39, 45, 47, 49, 51, 52, 53, 67 of the fifth range. Lots numbers 11A, 11B, 14, 16, 17, 19, 25, 26, 27, 41, 42, 45, 46, 47, 49, 51, 52, 53 of the sixth range. Lots numbers 20, 21, 30, 38, 39 of the seventh range, all in the township of Dalmas;

(3) Lot number 27 of the fourth range. Lots numbers 1 and 2 of the seventh range. Lot number 13 of the tenth range. Lot number 26 of the eleventh range. Lots numbers 35, 36, 37, 39, 43 of the twelfth range. Lots numbers 42, 43, 44A, 46 of the thirteenth range. Lots numbers 47, 48, 50B of the fourteenth range, all in the township of Dolbeau;

(4) Lots numbers 33, 36, 47, 48, 49A, 49B, 52, 55, 57 of the first range. Lots numbers 36, 37, 38, 39, 43 of the second range. Lots numbers 14, 15, 25A, 27, 28, 29, 30, 32, 34, 42, 43, 44, 45A, 46, 47 of the third range. Lots numbers 22, 25, 26, 27, 28, 30A, 30B, 34, 39A, 39B, 40, 41A, 41B of the fourth range. Lot number 30 of the sixth range. Lots numbers 23, 24 of the seventh range. Lot number 37 of the eighth range. Lots numbers 16, 18, 21, 22, 23 western half, 24, 26A, 26B, 27, 28, 31, 32, 42, Mistassini, all in the township of Pelletier;

(5) Lots numbers 20, 26, 28 of the third range. Lots numbers 7, 35, 52, 53, 54, 60, 61, 62 of the fourth range. Lots numbers 31, 34, 36, 37, 38 of the fifth range. Lots numbers 13, 32, 33, 37, 38, 41, 42, 43 of the sixth range. Lots numbers 42, 43, 44, 45, 46, 49 of the seventh range, all in the township of Parent;

(6) Lots numbers 1, 2, 3, 13 south; 17, 18, 21, 22, 23, 24, 27, 39, 41, 42, north; all in the township of Normandin;

(7) Lots numbers 1, 15B, 16 of the sixth range. Lots numbers 1, 2, 3, 5, 8, 11, 19½ N., 20 of the seventh range, all in the township of Albanel;

(8) All the rights, privileges and pretensions of New York & Dominion Corporation, aforesaid in, to and on that certain piece of land forming part of lot number 25 of range "A" (pt. No. 25-R-A-) of the Indian Reserve of Pointe Bleue, of Lake Saint John, in the district of Roberval, Province of Quebec, having an area of ten arpents, more or less, and bounded as follows: on the north partly by lot No. 24 and partly by a bay of Lake Saint John, on the east by Lake Saint John, on the west by the right of way by the James Bay and Eastern Railway, being a prolongation of the Quebec & Lake St. John Railway, on the south by the part of lot No. 25, belonging to Walter Richards and measuring one arpent in width on the lot No. 25 from the division line between lots 25 and 26, with moreover the use of a private road on the lot No. 25, starting from the public road up to the land hereinabove described, with moreover all buildings erected on the hereinabove lands, appurtenances and dependencies, and the whole subject to the lease made on the 15th day of March, 1916, by the Federal Government of Canada through the Superintendent General of Indian Affairs and all rights and title of New York & Dominion Corporation to and under said lease transferred to said New York & Dominion Corporation by T. Graham McLaurin, the whole

tion par T. Graham McLaurin, le tout sans aucune garantie quelconque quant audit bail;

(9) Les droits à une partie de voie de chemin de fer (a spur railway line) depuis les propriétés du moulin à Pointe-Bleue jusqu'à Roberval.

La propriété susdite, désignée dans (9) ci-dessus, sera vendue sujette aux droits de la Canadian National Railways dans les voies ferrées (sidings property) tel que stipulé dans certains contrats en date des 12 décembre 1916 et 10 décembre 1917 respectivement intervenus entre ladite New York & Dominion Corporation et la James Bay & Eastern Railway Co., et aussi sujette à tous autres contrats qui pourraient être requis par la James Bay & Eastern Railway Co., (Canadian National Railways) en rapport avec les voies ferrées (sidings) étant convenu que la présente vente ne comprend pas toute telle propriété appartenant à la James Bay & Eastern Railway Co. (Canadian National Railways), et comprenant les rails (frogs), aiguilles et autres matériaux compris dans la construction desdites voies ferrées (sidings) le tout devant demeurer la propriété de ladite compagnie de chemin de fer Railway Company si l'acquéreur ou les acquéreurs de l'actif de la New York & Dominion Corporation refusent de faire aucuns contrats satisfaisants avec ladite compagnie de chemin de fer Railway Company pour continuer d'opérer lesdites voies ferrées (sidings).

Un dépôt de 10% sur le prix de vente sera requis avant l'adjudication.

La balance dudit prix de vente sera payable sous dix jours de la date de la vente par encan public.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser aux syndics soussignés,

TURCOTTE & MERRILL,

1621-16-2 97 rue Saint-Jacques, Montréal.

without any warranty whatsoever as to said lease;

(9) The rights to a spur railway line from the mill properties at Pointe Bleue to Roberval.

The above property described in (9) above will be sold subject to the rights of the Canadian National Railways in the sidings property as stipulated in certain agreements dated the 12th December, 1916, and the 10th December, 1917, respectively, entered into by the said New York & Dominion Corporation with the James Bay & Eastern Railway Company, and also subject to any further agreements that may be required by the James Bay & Eastern Railway Company (Canadian National Railways) with reference to the sidings, it being understood that the present sale does not include all such property belonging to the James Bay & Eastern Railway Company (Canadian National Railways) and comprising rails, frogs, switches and other material comprised in the construction of the said sidings, all of which is to remain the property of the said Railway Company, should the said purchaser or purchasers of the assets of the New York & Dominion Corporation fail to enter into satisfactory agreements with the said Railway Company to continue the sidings under operation.

A dépôt de 10% on the price of sale will be required before the adjudication.

The balance of the said purchase price will be payable within 10 days of the date of said sale by public auction.

For further particulars and *cahier des charges* apply to the undersigned trustees.

TURCOTTE & MERRILL,

97, Saint James street, Montreal. 1622-16-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2983.

Dame E.-M. Clarke & vir, demandeurs; vs Dame L. Sullivan, *es-qual. et al.*, défendeurs; et Dame S. E. Clarke *et vir*, mise-en-cause.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le douzième jour d'avril 1922, dans une cause de Dame Elizabeth Maud Clarke, épouse contractuellement séparée de biens de Roméo-C. Dusseault, agent, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sadite épouse, demandeurs; contre Dame Lilian Sullivan, veuve de feu Albert Clarke, en sa qualité de tutrice aux deux enfants mineurs de ce dernier, à savoir: Dorine Clarke, âgée de 6 ans et Léona Clarke, âgée de 2 ans, et Florence Clarke, Lilly Clarke, Emma Clarke, Henry Clarke, Alexander Clarke et Lawrence Clarke, des cité et district de Montréal, défendeurs; et Dame Sarah Ellen Clarke, épouse de Charles Overing, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, mis-en-cause, ordonnant la licitation des immeubles portant les numéros 5-1; 4-1; 3-1; 5-2, 4-2; 3-2 du lot numéro 3167 des plan et livre de renvoi de la paroisse de Montréal, et comprenant entr'autres ceux portant les numéros civiques 636, 636a, 638 et 640 de la rue Wellington et 153 et 157 de la rue Charron, dans la cité de Montréal —avec les bâtisses dessus érigées.

Lesdits immeubles seront mis à l'enchère sé-

Sale by Licitaton

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2983.

Dame E. M. Clarke *et vir*, plaintiffs; vs Dame L. Sullivan, *es-qual. et al.*, defendants; and Dame S. E. Clarke *et vir*, *mis-en-cause*.

Notice is hereby given that under a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the twelfth day of April 1922, in a cause wherein Dame Elizabeth Maud Clarke, wife separate as to property by marriage contract of Romeo C. Dusseault, agent, of the city and district of Montreal, the latter to authorize his wife, plaintiffs; against Dame Lilian Sullivan, widow of late Albert Clarke, in her quality of tutrix to the two minor children of the latter, namely: Dorine Clarke, aged six years and Leona Clarke, aged two years, and Florence Clarke, Lilly Clarke, Emma Clarke, Henry Clarke, Alexander Clarke and Lawrence Clarke, of the city and district of Montreal; defendants; and Dame Sarah Ellen Clarke, wife of Charles Overing, of the same place, and the said Charles Overing to authorize his wife, *mis-en-cause*, ordering the licitation of the immoveables bearing numbers 5-1; 4-1; 3-1; 5-2; 4-2; 3-2 of lot number 3167 of the plan and book of reference of the parish of Montreal, and including between others those bearing civic numbers 636, 636a, 638 and 640 of Wellington street and 153 and 157 of Charron street, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected.

The said immoveables will be put up to auc-

parément le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain (1922), à DIX HEURES ET DEMIE du matin, heure de Montréal, à la chambre 31, salle d'audience, du palais de justice, à Montréal, cour tenante ou dans toute autre chambre du palais de justice indiquée par le juge de la Cour de Pratique, le tout sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans lesdits délais, elles seront forcloses de plein droit de le faire.

Montréal, 12 avril 1922.

Le procureur des demandeurs,
1543—15-2 A. FORTIN.

tion separately on the EIGHTEENTH day of MAY next (1922), at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, Montreal time, in room 31, Court room of the Montreal Court house, sitting the Court or in any other room that the sitting judge in the practice division may refer, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, April 12th, 1922.

A. FORTIN,
1544—15-2 Attorney for plaintiffs.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Arthabaska, à savoir : } L A FONDERIE DE
No 7693. } PLESSISVILLE,
demanderesse; vs ALBERT BRUNELLE ET AL, defendants.

Comme appartenant au défendeur, Albert Brunelle:

Une certaine bâtisse ou moulin à scier et un camp, construits sur un terrain formant partie du lot No 391 du cadastre officiel du canton de Bulstrode, contenant 590 pieds de front sur le chemin public appelé "Grande Ligne" sur un arpent de profondeur, où ledit terrain n'a plus que 570 pieds de large; borné en front par ledit chemin public ou Grande Ligne entre Bulstrode et Stanfold et des autres côtés par Amédée Desharnais. Ledit terrain se trouvant vis-à-vis du chemin de front du 8e rang de Stanfold—avec aussi toutes les machineries, engin, chaudière et autres accessoires servant à l'exploitation dudit moulin à scier et immeubles par destination ou autrement et tous les droits et prétentions du défendeur sur ledit terrain comme locataire ou autrement.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Rosaire, dans le comté d'Arthabaska, le TRENTIÈME jour de MAI prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif, Le shérif,

J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 24 avril 1922. 1749—17-2
[Première publication, 29 avril 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Nicolet.

Arthabaska, à savoir : } L LEOPOLD-HENRI
No 282. } HAMEL, deman-
deur; vs OMER LUPIEN, défendeur; et J.-C.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Arthabaska, to wit : } L A FONDERIE DE
No. 7693. } PLESSISVILLE,
plaintiff; vs ALBERT BRUNELLE ET AL, defendants.

As belonging to the defendant, Albert Brunelle.

A certain building or saw-mill and a camp erected upon a certain piece of land forming part of lot No. 391 of the official plan and book of reference of the township of Bulstrode, containing 590 feet in front on the public road called "Grande Ligne" by one arpent in depth, where the said piece of land has only 570 feet in width; bounded in front by the said public road or Grande Ligne between Bulstrode and Stanfold and on the other sides by Amédée Desharnais. The said piece of land being opposite the front road of the 8th range of Stanfold—with all the machineries, engine, boiler and other implements (accessoires) used for the running of said saw mill and immovables by destination or otherwise and all the rights and interest of said defendant upon the said piece of land as lessee or otherwise.

To be sold at the parochial church door of Saint-Rosaire, in the county of Arthabaska, on the THIRTY FIRST day of MAY next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 24th of April, 1922. 1750—17-2
[First publication, 29th April, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Nicolet.

Arthabaska, to wit : } L LEOPOLD HENRI
No. 282. } HAMEL, plaintiff;
vs OMER LUPIEN, defendant; and J. C.

HORACE LAFLAMME, curateur au délaissement.

Comme appartenant au et sur ledit curateur au délaissement:

Les lots de terre Nos 63 et 66 du cadastre officiel du canton de Grantham—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Majorique-de-Grantham, le DIX MAI prochain (1922), à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 5 avril 1922.

[Première publication, 8 avril 1922]

1421—14-2

HORACE LAFLAMME, curator to the surrender:

As belonging to and upon the said curator to the surrender:

The lots of land Nos. 63 and 66 of the official plan and book of reference of the township of Grantham—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Majorique-de-Grantham, on the TENTH day of MAY next (1922), at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 5th April, 1922.

[First publication, 8th April, 1922]

1422—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **FRS GUILLEMETTE**,
No 119. } **TE**, demandeur;
vs **JOSEPH MARTINEAU**, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre sur le dixième rang de Saint-Calixte-de-Somerset, contenant cinq arpents de front sur la profondeur du rang, connue au cadastre de Somerset-Sud comme étant tout le numéro 334 et la partie est du lot 335; bornée d'un côté au lot 334 sus-décrié et de l'autre côté par Joseph Breton, propriétaire du résidu du dit lot 335—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte-de-Somerset, le NEUVIEME jour de MAI prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 5 avril 1922.

1423—14-2

[Première publication, 8 avril 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **FRS GUILLEMETTE**,
No. 119. } plaintiff; vs **JOSEPH**
MARTINEAU, defendant.

As belonging to said defendant:

A certain piece of land situated in the tenth range of Saint-Calixte-de-Somerset, containing five arpents in front by the depth of the concession, known upon the official plan and book of reference of the township of South Somerset as being the whole of lot No. 334 and the east part of lot No. 335; bounded on one side by said lot No. 334 above designated and on the other side by Joseph Breton, owner of the remainder of said lot No. 335—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Calixte-de-Somerset, on the NINTH day of MAY next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 5th April, 1922.

1424—14-2

[First publication, 8th April, 1922]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **WILLIAM H. GOD-**
District de Bedford, } **DARD**, deman-
No 1225. } **deur**; vs **HENRY Mc-**
KELVEY, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

La terre sise et située dans ledit canton Bolton, connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit canton Bolton, comme étant le lot de terre numéro deux cent quatorze (214), mesurant en étendue cent huit acres de terre, plus ou moins.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Edouard-de-Knowlton, à Knowlton, MERCREDI, le TRENTE-UNIEME jour de MAI 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
C. B. JAMESON.

Sweetsburg, le 25 avril 1922.

[Première publication, 29 avril 1922]

1713—17-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **WILLIAM H. GOD-**
District of Bedford, } **DARD** plaintiff;
No. 1225. } vs **HENRY McKEL-**
VEY, defendant.

As belonging to defendant:

That certain farm situate and lying in the said township of Bolton, known upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Bolton, as the lot of land number two hundred and fourteen (214), containing one hundred and eight acres of land in superficies, more or less.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Edward of Knowlton, at Knowlton, on WEDNESDAY, the THIRTY FIRST day of MAY, 1922, at the hour of TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. B. JAMESON,
Sheriff.

Sweetsburg, April 25th, 1922.

[First publication, 29th April, 1922]

1714—17-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } LOUIS-JOSEPH BER-
No 248. } GERON, agent d'as-
surance, de Jonquières, demandeur; contre
PHILIPPE-AUGUSTE TREMBLAY, autre-
fois de Bagotville, maintenant de lieux inconnus,
défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Tout le lopin de terre situé en la ville de Bagotville, de quarante-cinq pieds de front sur une profondeur de quatre-vingts pieds du côté nord et de soixante-dix-sept pieds du côté sud, formant partie du lot cadastral numéro quatre-vingt-dix-neuf du village de Bagotville; borné en front à la rue Victoria, au nord au terrain de la corporation de la ville de Bagotville, au sud à celui des représentants de Dame Maude Lévesque et en profondeur à celui des représentants de Dame Lydie Gagnon—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Bagotville, MARDI, le TRENTIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 21 avril 1922. 1685—17-2
[Première publication, 29 avril 1922.]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } LOUIS JOSEPH BER-
No. 248. } GERON, insurance
agent, of Jonquières, plaintiff; against PHILIPPE AUGUSTE TREMBLAY, heretofore of Bagotville, now of parts unknown, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

All that parcel of land situate in the town of Bagotville, of forty five feet in front by eighty feet in depth on the north side and seventy seven feet in depth on the south side, forming part of the cadastral lot number ninety nine of the village of Bagotville; bounded in front by Victoria street, on the north by the land of the corporation of the town of Bagotville, on the south by that of the representatives of Dame Maude Levesque, and in depth by that of the representatives of Dame Lydie Gaguon—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Bagotville, on TUESDAY, the THIRTIETH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff.

Chicoutimi, 21st April, 1922. 1686—17-2
[First publication, 29th April, 1922.]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } WILLIAM COPPING,
No 2243 } demandeur; vs
OLIVA COUTURE, de la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, connue et désignée sous le numéro quatre cent-douze (412) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Alexandre, dans le comté et le district d'Iberville, et ses dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER.

Saint-Jean, 19 avril 1922. 1661—17-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit : } WILLIAM COPPING,
No. 2243 } plaintiff; vs OLIVA
COUTURE, of the parish of Saint Alexandre, district of Iberville, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A farm situate in the parish of Saint Alexandre, in the district of Iberville, known and designated under the number four hundred and twelve (412) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Alexandre, in the county and district of Iberville, and its dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Alexandre, district of Iberville, the THIRTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff.

Saint John's, April 19th, 1922.

1662—17-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir : } LA CITE DE
No 7673. } RIVIERE-
DU-LOUP, corporation légale ayant son siège d'affaires en ladite cité, demanderesse; contre
MALCOLM FRASER, de ladite cité de Rivière-du-Loup, défendeur, à savoir:

Un terrain ou emplacement situé en la cité de Rivière-du-Loup, sur le côté sud-est de la rue du

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit : } THE CITY OF
No. 7673. } RIVIERE-
DU-LOUP, a legal corporation having its place of business in the said city, plaintiff; against MALCOLM FRASER, of the said city of Rivière-du-Loup, defendant, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the city of Rivière-du-Loup, on the southeast side of

Pont—avec bâtisses dessus construites, contenant cent soixante pieds (160 pds) de front sur ladite rue du Pont sur trois cent quarante pieds de profondeur; borné à l'est à cinquante pieds du moulin à farine et à un terrain appartenant à Mde C.-G. Corestine, à l'ouest et au sud-est à William Fraser ou représentants et au nord-ouest à ladite rue du Pont, faisant partie de dit terrain ou emplacement du lot numéro quarante-six (Pte No 46), du cadastre officiel de la ville de Fraserville, circonstances et dépendances, Ledit immeuble pour être vendu sujet aux clauses et conditions et au paiement des ventes seigneuriales, telles qu'entrées à l'acte de vente à rente constituée par William Fraser à Malcom Fraser, le six mars 1905 et enregistré sous le numéro 37,692, registre A. volume 46, spécialement à charge s'il y a lieu d'une rente annuelle à raison de \$40.00 par 10,000 pieds de superficie et des conditions de résolutions d'acte, faute de se conformer aux clauses y contenues.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la cité de Rivière-du-Loup, le DIXIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif, Le shérif,

J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 5 avril 1922. 1441—14-2
[Première publication, 8 avril 1922]

Du Pont street—with the buildings thereon erected, containing one hundred and sixty (160) feet in front on the said Du Pont street by three hundred and forty in depth; bounded on the east at fifty feet of the flour mill and by a parcel of land belonging to Dame C. G. Corestine, on the west and southeast by William Fraser or representatives and on the north-west by the said Du Pont street, forming part, the said lot of land or emplacement of the lot number forty six (Pt. No. 46) of the official cadastre of the town of Fraserville, circumstances and dependencies. The said immoveable to be sold subject to the clauses and conditions and to the payment of the seigneurial rents as contained in a deed of constitute rent by William Fraser, the sixth March, 1905, and registered under the No. 37,692 register A. volume 46, especially subject, if the conditions apply, to an annual rent of \$40.00 per 10,000 feet of superficies and the conditions of cancellation of the deed if the clauses contained therein are not fulfilled.

To be sold at the office of the sheriff, in the city of Rivière-du-Loup, the TENTH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J.-O. GIRARD, Sheriff.
Rivière-du-Loup, 15th April, 1922. 1442—14-2
[First publication, 8th April, 1922]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } YVON DUCHARME,
No 3854. } demandeur; contre
DENIS TANSEY, un des défendeurs en cette cause.

Un certain emplacement ayant front sur la rue Durocher, dans la cité d'Outremont, connu et désigné comme étant la moitié sud-est du lot numéro vingt-un sur le plan de résubdivision du lot numéro quatre du plan officiel de subdivision du lot numéro trente-deux (32-4-21) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, étant toute la profondeur dudit lot, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front au sud-ouest par ladite rue Durocher, en arrière au nord-est par une ruelle, d'un côté au sud-est par le lot numéro vingt-deux du plan de résubdivision dudit lot numéro quatre du plan de la subdivision officiel dudit lot numéro trente-deux, et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu de la moitié nord-ouest dudit lot numéro vingt-un, sur le plan de résubdivision dudit lot numéro quatre du plan officiel de subdivision dudit lot numéro trente-deux—avec les bâtisses dessus construites et spécialement celle portant le numéro civique neuf cent soixante-quinze (No 575 de ladite rue Durocher), dont les murs sont mitoyens.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 26 avril 1922.
[Première publication, 29 avril 1922]
1745—17-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } YVON DUCHARME,
No. 3854. } plaintiff; against
DENIS TANSEY, one of the defendants in this cause.

A certain emplacement fronting on Durocher street, in the city of Outremont, being known and designated as the south-east half of lot number twenty-one upon the resubdivision plan of lot number four upon the official subdivision plan of lot number thirty-two (32-4-21) upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, being the whole depth of said lot, the whole English, measure and more or less, and being bounded in front to the south-west by said Durocher street, in rear to the north-east by a lane, on one side to the south-east by lot number twenty-two upon the resubdivision plan of said lot number four upon the official subdivision plan of said lot number thirty-two, and on the other side, to the north west, by the residue or north-west half of said lot number twenty-one, upon the resubdivision plan of said lot number four upon the official subdivision plan of said lot number thirty-two—with the buildings thereon erected and specially that bearing civic number five hundred and seventy-five (No. 575 of said Durocher street), the gable wall whereof are mitoyens.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Montreal, 26th April, 1922.
[First publication, 29th April, 1922]
1746—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA CITE DE MONT-**
No 262. } **REAL**, corps légale-
ment constitué, ayant son principal établissement
en ladite cité, demanderesse; vs **JEAN-BTE**
BROUILLETTE, défendeur.

Les lots de terre suivants situés dans la cité
de Montréal, bornés en front par la rue Charle-
magne, étant des résubdivisions des subdivisions
du numéro originaire dix-sept (17) des plan et
livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, quartier Mercier-Maisonnette.

La résubdivision numéro (1) de la subdivision
numéro sept cent quatre (704).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivision
numéro sept cent trois (703).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivision
numéro sept cent deux (702).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivision
numéro sept cent un (701).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivision
numéro six cent quatre-vingt-dix-neuf (699).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivision
numéro sept cent (700).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivision
numéro six cents quatre-vingt-dix-huit (698).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivi-
sion numéro cinq cents vingt (520).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivi-
sion numéro cinq cents dix-neuf (519).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivi-
sion numéro cinq cents dix-huit (518).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivi-
sion numéro cinq cents dix-sept (517).

Résubdivision numéro un (1) de la subdivi-
sion numéro cinq cents seize (516).

Les lots de terre suivants situés dans ladite
cité de Montréal et bornés en front par la rue
Jeanne d'Arc, étant les subdivisions du numéro
originaire dix-sept (17) des plan et livre de ren-
voi du village incorporé d'Hochelaga, quartier
Mercier-Maisonnette.

Subdivision numéro trois cent quatre-vingt-
onze (391).

Subdivision numéro six cent soixante-trois
(663).

Subdivision numéro six cent soixante-trois
(664).

Subdivision numéro six cent soixante-cinq
(665).

Subdivision numéro six cent soixante-six (666).

Subdivision numéro six cent soixante-sept
(667).

Subdivision numéro six cent soixante-huit
(668).

Subdivision numéro six cent soixante-neuf
(669).

Subdivision numéro quatre cent cinquante-
quatre (454).

Subdivision numéro quatre cent cinquante-
trois (453).

Subdivision numéro quatre cent trente-cinq
(435).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le TRENTE-UNIEME jour de MAI
prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 26 avril 1922. J.-L. LEMIEUX.

(Première publication, 29 avril 1922)

1743—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MON-**
No. 262. } **TREAL**, a body poli-
tic and corporate, duly incorporated, having its
place of business in the said city, plaintiff; vs
JEAN BTE BROUILLETTE, defendant.

The following lots of land situate in the city
of Montreal; bounded in front by Charlemagne
street, being resubdivisions of subdivisions of origi-
nal number seventeen (17) on the official plan
and book of reference for the incorporated vil-
lage of Hochelaga, Mercier-Maisonnette ward;

Resubdivision number one (1) of subdivision
number seven hundred and four (704).

Resubdivision number one (1) of subdivision
number seven hundred and three (703).

Resubdivision number one (1) of subdivision
number seven hundred and two (702).

Resubdivision number one (1) of subdivision
number seven hundred and one (701).

Resubdivision number one (1) of subdivision
number six hundred and ninety nine (699).

* Resubdivision number one (1) of subdivision
number seven hundred (700).

Resubdivision number one (1) of subdivision
number six hundred and ninety eight (698).

Resubdivision number one (1) of subdivision
number five hundred and twenty (520).

Resubdivision number one (1) of subdivision
number five hundred and nineteen (519).

Resubdivision number one (1) of subdivision
number five hundred and eighteen (518).

Resubdivision number one (1) of subdivision
number five hundred and seventeen (517).

Resubdivision number one (1) of subdivision
number five hundred and sixteen (516).

The following lots of land situate in said city of
Montreal; and bounded in front by Jeanne D'Arc
street, being subdivisions of original number
seventeen (17) on the official plan and book of
reference for the incorporate village of Hochelaga,
Mercier-Maisonnette ward.

Subdivision number three hundred and ninety
one (391).

Subdivision number six hundred and sixty
three (663).

Subdivision number six hundred and sixty
four (664).

Subdivision number six hundred and sixty five
(665).

Subdivision number six hundred and sixty six
(666).

Subdivision number six hundred and sixty
seven (667).

Subdivision number six hundred and sixty-
eight (668).

Subdivision number six hundred and sixty
nine (669).

Subdivision number four hundred and fifty
four (454).

Subdivision number four hundred and fifty
three (453).

Subdivision number four hundred and thirty
five (435).

To be sold at my office, in the city of Montreal,
the THIRTY FIRST day of MAY next, at ONE
o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, April 26th, 1922. Sheriff.

[First publication, 29th April, 1922]

1744—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **SIR HERBERT S.**
No 4747. } **HOLT ET AL.,** de-
mandeurs; contre **WILLIAM T. RODDEN,**
défendeur.

Ces emplacements situés dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, sur West Crescent Heights, faisant partie du lot connu sous le numéro deux cent trente-neuf des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal et connus au plan de subdivision dûment dressé et de record dudit lot comme suit :

1. Les lots de subdivision numéros soixante-dix-neuf, quatre-vingt, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois dudit lot de subdivision lettre B dudit lot original numéro deux cent trente-neuf (maintenant 239-B-79-80-81-82 et 83); lesdits lots étant situés du côté est du parc Crescent entre Gordon Crescent et Holt Crescent;

2. Les lots de subdivision numéros cent trente-quatre, cent trente-cinq, cent trente-huit dudit lot de subdivision lettre B dudit lot originaire numéro deux cent trent-neuf (Nos 239-B-134-135-138), et lesdits lots Nos 239-B-134-135 et 138 situés du côté ouest du parc Crescent au sud de Holt Crescent.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le ONZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 5 avril 1922. 1435—14-2
[Première publication, 8 avril 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE INDEPENDENT**
No 693. } **ORDER OF ODD-**
FELLOWS MANCHESTER UNITY FRIEND-
LY SOCIETY MONTREAL DISTRICT, corpo-
ration légale dûment constituée, dont le siège
social et la principale place d'affaires sont dans
les cité et district de Montréal, demanderesse; vs
HENRY GURMAN, défendeur.

Un lot de terre faisant partie du lot officiel numéro sept cent soixante-douze des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine; ladite partie dudit lot étant en arrière de la gare Dominion et ayant front sur l'avenue Dominion, dans ladite ville de Lachine, à partir d'un point sur la limite ouest dudit lot, quarante-un pieds cinq pouces dans une direction sud du coin nord-ouest dudit lot et en suivant le limite ouest sur une distance de cinquante pieds vers le sud; de là vers l'est sur une distance de cent quatorze pieds jusqu'à ladite avenue Dominion; de là dans une direction nord cinquante pieds sur ladite avenue Dominion, et à partir du dit point en régression au point de départ cent quatorze pieds, constituant un lopin de terre de cinquante pieds de largeur par une profondeur de cent quatorze pieds et borné comme suit :

En avant à l'est par l'avenue Dominion, en arrière à l'ouest par les subdivisions de lot numéro sept cent cinquante-quatre, d'un côté au nord par un chemin en arrière de la gare Dominion de la compagnie ferroviaire Grand Tronc du Canada, étant une extension projetée de l'avenue Lasalle, pour à jamais restée ouverte et servir de chemin public ou route et en aboutissant à l'avenue Dominion, et de l'autre côté au sud par une autre

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **SIR HERBERT S.**
No. 4747. } **HOLT ET AL.,** plaintiffs;
against **WILLIAM T. RODDEN,** defendant.

Those certain emplacements situate in the city of Westmount in the district of Montreal, on West Crescent Heights, forming part of the lot known as number two hundred and thirty nine on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal and known on the subdivision plan duly made and filed of the said lot as follows:

1. Subdivision lots numbers seventy nine, eighty, eighty one, eighty two and eighty three of said subdivision lot letter B of the said original lot number two hundred and thirty nine (Now 239-B-79-80-81-82 and 83); the said lots being situated on the east side of Park Crescent between Gordon Crescent and Holt Crescent;

2. Subdivision lots numbers one hundred and thirty four, one hundred and thirty five, one hundred and thirty eight of said subdivision lot letter B of said original lot number two hundred and thirty nine (Nos. 239-B-134-135-138), the said lots Nos. 239-B-134-135 and 138 being situated on the west side of Park Crescent to the south of Holt Crescent.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 5th April, 1922. 1436—14-2
[First publication, 8th April, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE INDEPENDANT**
No. 693. } **ORDER OF ODD-**
FELLOWS MANCHESTER UNITY FRIEND-
LY SOCIETY MONTREAL DISTRICT, a
body politic and corporate, duly incorporated,
having its head office and principal place of bu-
siness in the city and district of Montreal, plain-
tiff; vs **HENRY GURMAN,** defendant.

A lot of land forming part of official lot number seven hundred and seventy two of the official plan and book of reference of the town of Lachine; said part of said lot being in rear of Dominion station and fronting on Dominion avenue, in the said town of Lachine, starting at a point in the west boundary line of said lot, forty one feet five inches in a southerly direction from the north west corner of said lot and following the west boundary for a distance of fifty feet in a southerly direction; thence in an easterly direction for a distance of one hundred and fourteen feet to said Dominion avenue; thence in a northerly direction fifty feet on said Dominion Avenue, and from said point back to the point of commencement one hundred and fourteen feet, making a lot of land fifty feet in width by a depth of one hundred and fourteen feet and bounded as follows:

In front to the east by Dominion avenue, in rear to the west by the subdivisions of lot numbers seven hundred and fifty four, on one side to the north by a road in rear of the Dominion station of the Grand Trunk Railway Company of Canada, being a proposed extension of Lasalle Avenue, forever to remain open and be used as a public road or highway and leading to Dominion Avenue, and on the other side to the south by

partie dudit lot cadastral numéro sept cent soixante-douze—avec les bâties dessus construites et le droit d'en user en commun avec d'autres ayants-droit audit chemin, sis au nord de ladite propriété et aussi dans l'avenue Dominion, mais sans droit de l'obstruer d'aucune manière quelconque.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le ONZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

Montréal, 5 avril 1922. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 8 avril 1922]

1437—14-2

another portion of said cadastral lot number seven hundred and seventy two—with the buildings thereon erected, with the right of the use in common with others having rights therein of said road lying to the north of said property and also in Dominion avenue, but no rights to encumber the same in any manner howsoever.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Montreal, 5th April, 1922.

Sheriff.

[First publication, 8th April, 1922]

1438—14-2

QUÉBEC

Québec, à savoir : } C. F. PAINCHAUD, No 3748. } épier, de Québec; contre C.-HENRI RIOUX, autrefois de Montréal et maintenant de lieux inconnus.

Les trois-quarts indivis de partie des lots Nos 162 (cent soixante-deux) et 163 (cent soixante-trois) du cadastre officiel de la partie est du village de Lauzon, comté de Lévis, étant une étendue de terre située en la ville de Lauzon, contenant une largeur de trois-quarts d'arpent dans la partie qui se trouve au nord du chemin de fer Intercolonial et une largeur de un arpent et demi, dans la partie qui se trouve au sud dudit chemin de fer, le tout plus ou moins, sur la profondeur qui se trouve, à partir du cours d'eau allant de l'ouest à l'est au nord de ladite étendue de terre, se trouvant à quatre cent cinquante pieds ou environ de la rue Saint-Joseph, dans la ligne ouest, à aller jusqu'audit chemin de fer et ensuite à partir de ce chemin à aller jusqu'au trait-quarré des terres du deuxième rang de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis; bornée au nord à C.-F. Painchaud, à l'est à Désiré Bouchard et à la veuve Robitaille et à l'ouest à Désiré Bouchard—sans bâtisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Lévis, comté de Lévis, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 27 avril 1922.

1747—17-2

[Première publication, 29 avril 1922]

[Deuxième publication, 13 mai 1922]

Quebec, to wit : } C. F. PAINCHAUD, gro- No. 3748. } cer, of Quebec; against C. HENRI RIOUX, heretofore of Montreal and now of parts unknown.

The undivided three quarters of part of the lots Nos. 162 (one hundred and sixty two) and 163 (one hundred and sixty three) of the official cadastre of the east part of the village of Lauzon, county of Levis, being a piece of land situate in the town of Lauzon, the part thereof lying north of the Intercolonial Railway, containing three quarters of one arpent in width and the part lying south of the said Railway containing one arpent and a half in width, the whole more or less, by the depth existing from the brook or creek running from west to east north of the said piece of land, being at a distance of about four hundred and fifty feet from Saint Joseph street in the west line, to the said Railway and then from the said Railway to the range line of the lands of the second range of the parish of Saint-Joseph-de-Lévis; bounded on the north by C. F. Painchaud, on the east by Désiré Bouchard and widow Robitaille and on the west by Désiré Bouchard—without buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Joseph-de-Levis, county of Levis, the SECONd day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office,

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 27th April, 1922.

1748—17-2

[First publication, 29th April, 1922]

Second publication, 13th May, 1922]

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.—Comté d'Yamaska.

Sorel, à savoir : } JOSEPH H.-H. CHAPDE- No 6407. } LAINE, demandeur; contre WILFRID MORIN, défendeur.

Une portion de terre située en le village de François-de-Sales, de forme irrégulière; tenant d'un côté, au nord, à un chemin public, au sud à la rivière Saint-François, et des deux autres côtés au terrain de la réserve des sauvages Abénakis—avec une maison et autres bâties dessus construites; laquelle portion de terre est une partie ainsi que sus-désignée du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Yamaska.

Sorel, to wit : } JOSEPH H. CHAPDE- No. 6407. } LAINE, plaintiff; against WILFRID MORIN, defendant.

A parcel of land situate in the village of François-de-Sales, of irregular outline; bounded on one side on the north by a public road, on the south by the river Saint François, and on the other two sides by the land reserve of the Abenakis Indians—with a house and other buildings thereon erected; said parcel of land being a part as above described of the lot of land designated on the official plan and book

la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierre-ville, déposés au bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, comme étant le lot numéro douze cent dix-sept (ptie No 1217).

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierre-ville, MARDI, le TRENTIEME jour du mois de MAI prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Sorel, 26 avril 1922.

Bureau du shérif,

Le shérif,

JOS.-G. LARIVIERE,

[Première publication, 29 avril 1922]

1735—17-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure

District de Québec, } P-T LÉGARE, LIM-
No 1262. } TEE; vs L.-P. ROSS,
Saint-Anaclet, savoir:

1. Le lot No cent trente-cinq au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anaclet;

2. Partie du lot No quatre-vingt-dix-sept au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anaclet, étant un terrain de deux arpents de front sur deux de profondeur, plus ou moins; borné au nord à Joseph Gagné, à l'ouest à Alfred Couture, à l'est à Barth. Lemieux, au sud au chemin public—avec bâtisses sus-construites.

Le tout à charge de la rente viagère stipulée en faveur de Dame Léda Lemieux.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles ci-dessus décrits saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures a. m. le 5 octobre 1921, à la porte de l'église de Saint-Anaclet, aura lieu à la porte de l'église de Saint-Anaclet, le QUINZIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Lesdits immeubles seront vendus libres de la rente viagère stipulée en faveur de Dame Léda Lemieux, en vertu des jugements rendus par l'hon. juge G. F. Gibsone, les 16 janvier et sept avril 1922.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CHS D'ANJOU.

Rimouski, 27 avril 1922.

[Première publication, 29 avril 1922]

1753

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.

District de Rimouski, } LA BANQUE NATIO-
No 2345. } NALE; vs THO-
MAS LEVESQUE, Saint-Donat, savoir:

Le lot numéro trois cent vingt-quatre au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Donat—avec bâtisses sus construites; à charge de payer à Alfred Michaud, Price, la somme de \$250.00 et intérêts à lui due aux termes d'un acte de vente à réméré à lui consenti par ledit Ths Lévesque et enregistré à Rimouski le 16 mai 1921, sous le No. 49399, reg. A, vol. 53.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Donat, le DIXIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CHS D'ANJOU.

Rimouski, 4 avril 1922.

[Première publication, 8 avril 1922]

1399—14-2

of reference for the parish of Saint-Thomas-de-Pierre-ville, deposited at the registry office of the county of Yamaska, as being the lot number twelve hundred and seventeen (pt. No. 1217).

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas-de-Pierre-ville, on TUESDAY, the THIRTIETH day of the month of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

JOS. G. LARIVIERE,

Sheriff.

Sorel, 26th April, 1922.

[First publication, 29th April, 1922]

1736—17-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Quebec, } P-T. LEGARE, LIM-
No. 1262. } TEE; vs L. P. ROSS,
Saint Anaclet, to wit:

1. The lot No. one hundred and thirty five on the official cadastre of the parish of Saint Anaclet;

2. Part of the lot No. ninety seven on the official cadastre of the parish of Saint Anaclet, being a piece of land of two arpents in front by two in depth, more or less; bounded on the north by Joseph Gagné, on the west by Alfred Couture, on the east by Barth. Lemieux, on the south by the public road—with the buildings thereon erected.

The whole charged with the annuity stipulated in favor of Dame Léda Lemieux.

Notice is hereby given that the sale of the above described immovables seized in the present cause, which should have taken place at ten o'clock in the forenoon on the 5th October, 1921, at the church door of Saint Anaclet, will take place at the church door of Saint Anaclet, on the FIFTEENTH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

The said immovables will be sold free of the annuity stipulated in favor of Dame Léda Lemieux, according to judgments rendered by Hon. Justice G. F. Gibsone, on the sixteenth of January and on the seventh day of April, 1922.

Sheriff's office.

CHS D'ANJOU,

Sheriff.

Rimouski, 27th April, 1922.

[First publication, 29th April, 1922]

1754

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Rimouski, } LA BANQUE NATIO-
No. 2345. } NALE; vs THO-
MAS LEVESQUE, Saint-Donat, to wit:

The lot number three hundred and twenty four of the official cadastre of the parish of Saint-Donat—with the buildings thereon erected. Subject to the payment to Alfred Michaud, Price, of the sum of \$250.00 with interests due him under the terms of a deed of sale with right of redemption made in his favor by the said Ths Lévesque and registered at Rimouski, the 16th of May, 1921, under the No. 49399, Reg. A, vol 53.

To be sold at the church door of Saint-Donat, the TENTH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff.

Rimouski, 14th April, 1922.

[First publication, 8th April, 1922]

1400—14-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, }
 District de Roberval, } **LA BANQUE NATIONALE**, corps politique constitué en corporation, ayant le siège social de ses affaires en la cité de Québec et ayant un comptoir en la ville de Roberval, demanderesse; vs **W. SIMARD** et **JOS.-A. SIMARD ET AL**, de Saint-Gédéon, défendeurs, à savoir:

1. Une ferme située à Saint-Edouard-de-Péribonca, comté de Lac Saint-Jean, et formée des lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante-un et cinquante-deux (Nos 46, 47, 48, 49, 50, 51 et 52) du premier rang, quarante-trois et quarante-quatre (Nos 43 et 44) du cinquième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dalma—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances;

2. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quarante (No 40), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton Dalma—avec les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendus, le premier item, en un seul bloc, et le deuxième séparément, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard-de-Péribonca, Lac Saint-Jean, **VENDREDI**, le **DEUXIEME** jour de **JUIN** prochain (1922), à **DEUX** heures de l'après-midi.
 Bureau du shérif.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 24 avril 1922.

[Première publication 29 avril 1922]
 1705—17-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, }
 District de Roberval, } **LA BANQUE NATIONALE**, corps politique constitué en corporation, ayant le siège social de ses affaires en la cité de Québec et ayant un comptoir en la ville de Roberval, demanderesse; vs **W. SIMARD**, ci-devant de Saint-Gédéon, aujourd'hui de la ville de Chicoutimi; et **JOS.-A. SIMARD**, de Saint-Gédéon, **ET AL**, défendeurs, à savoir:

Une ferme formée des lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros neuf-B et dix-A (Nos 9b et 10a), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dixième rang du canton Signai, comté de Lac Saint-Jean—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances. Sauf à distraire dudit lot numéro neuf-B, cinq emplacements avec bâtisses et un emplacement sans bâtisse; lesdits terrains ou emplacements étant tous bornés du côté est au chemin public et appartenant actuellement à Joseph Tremblay, Tancrède Lessard, Ludger Girard, Charles Girard, Alexandre Lessard et révérend Elzéar Lavoie, le tout tel qu'actuellement enclos chacun, sauf à distraire aussi dudit lot numéro dix-A, deux emplacements, dont un terrain ou emplacement situé du côté ouest du chemin public, près de la ligne de division dudit lot d'avec le numéro neuf-B, tel qu'actuellement enclos et appartenant à Edgar Dégagné, aussi un terrain ou emplacement situé du côté est du chemin public; borné à ce dernier en front et se trouvant situé à l'extrémité sud dudit lot dix-A,

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
 District of Roberval, } **LA BANQUE NATIONALE**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city of Quebec and having a branch in the town of Roberval, plaintiff; vs **W. SIMARD** and **JOS. A. SIMARD ET AL**, of Saint Gédéon, defendants, to wit:

1. A farm situate at Saint-Edouard-de-Péribonca, county of Lake Saint John, and formed of the lots of land now known and designated under the numbers forty six, forty seven, forty eight, forty nine, fifty, fifty one and fifty two (Nos. 47, 48, 49, 50, 51 and 52) of the first range, forty three and forty four (Nos. 43 and 44) of the fifth range, on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Dalmas—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

2. The lot of land now known and designated under the number forty (No. 40), on the official plan and book of reference of the cadastre for the sixth range of the township of Dalmas—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold the first item, as one single plot of land, and the second separately, at the church door of the parish of Saint-Edouard-de-Péribonca, Lake Saint John, on **FRIDAY**, the **SECOND** day of **JUNE** next, 1922, at **TWO** o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. **GEO. LEVESQUE**,
 Roberval, April 24th, 1922. Sheriff.

[First publication, 29th April, 1922]

1706—17-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
 District of Roberval, } **LA BANQUE NATIONALE**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city of Quebec and a branch in the town of Roberval, plaintiff; vs **W. SIMARD**, heretofore of Saint Gédéon, now of the town of Chicoutimi; and **JOS. A. SIMARD**, of Saint Gédéon, **ET AL**, defendants, to wit:

A farm composed of the lots now known and designated under the numbers nine-B and ten-A (Nos. 9b and 10a), on the official cadastral plan and book of reference for the tenth range of the township of Signai, county of Lake Saint John—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies. Save and to be deducted from the said lot number nine-B, five emplacements with buildings thereon and one emplacement without building; being all bounded on the east side by the public road and presently belonging to Joseph Tremblay, Tancrède Lessard, Ludger Girard, Charles Girard, Alexandre Lessard and the reverend Elzéar Lavoie, the whole as presently fenced in save and to be deducted from the lot number ten-A, two emplacements, one of which is situated on the west side of the public road, near the line of division of the said lot with the lot number nine-B, as actually fenced in closed and belonging to Edgar Dégagné, also a lot of land or emplacement situated on the east side of the public road; fronting on the said road and being

tel qu'actuellement enclos et appartenant à Aquilas Lavoie—ces deux emplacements ayant bâtisses et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, comté de Lac Saint-Jean, MARDI, le TRENTIEME jour de MAI prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi. Bureau du shérif. Le shérif, GEO. LEVESQUE.

Roberval, 24 avril 1922.

[Première publication, 29 avril 1922.]

1707—17-2

situated at the south extremity of the said lot ten-A, as presently fenced in and belonging to Aquilas Lavoie—the two emplacements being with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gédéon, county of Lake Saint John, on TUESDAY, the THIRTIETH day of MAY next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office. GEO. LEVESQUE, Sheriff.

Roberval, 24th April, 1922.

[First publication, 29th April, 1922]

1708—17-2

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } DAME MARIE-LOUISE-
No 3640. } BLANCHE McDO-
NALD, veuve de Sir Rodolphe Forget, PIERRE-
FRANCOIS CASGRAIN, avocat, député à la
chambre des Communes du Canada, et GILLES
FORGET, industriel, tous de la cité de Montréal,
en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de
feu Sir Rodolphe Forget en son vivant du même
lieu, agent de change.

1. Un lopin de terre ou emplacement situé dans le rang de Port-au-Persil, en la paroisse de Saint-Siméon, faisant partie du lot numéro 65 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Siméon, contenant un arpent de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins; borné d'un côté vers l'ouest à la route du quai, en avant vers le sud au terrain de L.-A. Bouliane, faisant partie du même lot, et des autres côtés au terrain de Ismael Dufour, faisant aussi partie du même lot, tel que ledit emplacement est actuellement—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Siméon, le PREMIER jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Bureau du shérif. Le shérif, ELIE MALTAIS.

Malbaie, 25 avril 1922.

[Première publication, 29 avril 1922]

1723—17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } DAME MARIE LOUISE
No. 3640. } BLANCHE McDO-
NALD, widow of Sir Rodolphe Forget, PIERRE-
FRANCOIS CASGRAIN, advocate, member of
the House of Commons of Canada and GILLES
FORGET, manufacturer, all of the city of
Montreal, in their quality of testamentary
executors of the late Sir Rodolphe Forget, in his
lifetime of the same place, broker.

1. A parcel of land or emplacement situate in the range of Port-au-Persil, in the parish of Saint Siméon, forming part of the lot number 65 of the official cadastre of the parish of Saint Siméon, containing one arpent in front by one arpent in depth, more or less; bounded on one side towards the west by the wharf road, in front towards the south by the land of L. A. Bouliane, forming part of the same lot, and on the other sides by the land of Ismael Dufour, also forming part of the same lot, as the said emplacement is actually—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Siméon, on the FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office. ELIE MALTAIS, Sheriff.

Malbaie, 25th April, 1922.

[First publication, 29th April, 1922]

1724—17-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure, Saint-François, } J. ALBE-

à savoir: No 455. } J. R I C
BEAUDOIN, marchand, de la ville de East-Angus, dans le district de Saint-François, demandeur; contre CASIMIR COTE, du canton de Westbury, dit district, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur: Le lot numéro dix-sept B (17b) dans le deuxième (2) rang du canton de Westbury, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury, MARDI,

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court, Saint Francis, } J. ALBE-

to wit: No. 455. } J. R I C
BEAUDOIN, merchant, of the town of East-Angus, in the district of Saint Francis, plaintiff; against CASIMIR COTE, of the township of Westbury, said district, defendant.

Seized as belonging to the said defendant: The lot number seventeen B (17b) in the second (2) range of the township of Westbury, on the official plan and book of reference of the cadastre for the said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Westbury, on TUESDAY, the

le NEUVIEME jour de MAI 1922, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 3 avril 1922.

[Première publication, 8 avril 1922]

1433—14-2

NINTH day of MAY, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 3rd April, 1922.

[First publication, 8th April, 1922]

1434—14-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, } JOSEPH SYLVESTRE
Province de Québec, } ES-QUALITE, deman-
District de Montréal. } deur; vs LES HERI-
No. 266. } TIERS de Dame De-
nise Meunier, défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la ville de Terrebonne, sur la rue Saint-Jean-Baptiste, connu et désigné sous les numéros officiels cent quatre-vingt-sept et cent quatre-vingt-huit (187 et 188), de la ville de Terrebonne, de la contenance que lesdits lots peuvent avoir et sans garantie de mesure précise—avec maison en brique et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, en la ville de Terrebonne, comté et district de Terrebonne, le TRENTE-UNIEME jour de MAI 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Sainte Scholastique, 24 avril 1922 J.-W. CYR.

[Première publication, 29 avril 1922.]

1725—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } JOSEPH SYLVESTRE
Province of Québec, } ES-QUALITE, plain-
District of Montreal. } tiff; vs THE HEIRS
No. 266. } of Dame Denise Meunier, defendants.

As belonging to the said defendants, the following immovable, to wit:

An emplacement situate in the town of Terrebonne, on Saint Jean Baptiste street, known and designated under the official numbers one hundred and eighty seven and one hundred and eighty eight (187 and 188), of the town of Terrebonne, of whatever contents they may have and without warranty as to precise measurements—with a brick house and other buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door, in the town of Terrebonne, county and district of Terrebonne, the THIRTY FIRST day of MAY, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. W. CYR,
Sainte-Scholastique, April 24th, 1922. Sheriff.

[First publication, 29th April, 1922]

1726—17-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } ADELARD
No 115. } TREMBLAY,
demandeur, saisi; vs WILFRID MARTEL,
défendeur, saisissant.

Comme appartenant audit demandeur saisi, Adélar Tremblay, savoir:

Un lopin de terre ou emplacement situé en la ville de La Tuque, contenant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de longueur, mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-cinq-a-soixante-quinze (25a-75) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le premier rang du canton Mailhiot, dans le comté de Champlain—avec une maison y érigée partiellement détruite par le feu, circonstances et dépendances; à distraire, cependant, cette lisière de terrain de sept pieds de largeur que le vendeur avait donné à la municipalité de la ville de La Tuque, par acte reçu devant Gustave Duguay, écuyer, notaire, à La Tuque le 8 janvier 1918, enregistré sous le No 65,632. Le vendeur cédant cependant à l'acquéreur tous les droits qu'il a ou pourrait avoir sur ladite lisière aux termes dudit acte de donation.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-La-Tuque, en la ville de La Tuque, le TRENTE-UNIEME jour

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } ADELARD TREM-
No. 115. } BLAY, seized,
plaintiff; vs WILFRID MARTEL, seizing,
defendant.

As belonging to the said seized plaintiff, Adélar Tremblay, to wit:

A parcel of land or emplacement situate in the town of La Tuque, containing fifty feet in width by one hundred feet in length, English measurements, more or less, known and designated as being the lot number twenty five-a-seventy five (25a-75) of the official cadastral plan and book of reference for the first range of the township of Mailhiot, in the county of Champlain—with a house thereon erected, partly destroyed by fire, circumstances and dependencies; to be deducted however therefrom that strip of land seven feet wide that the vendor had given to the municipality of the town of La Tuque, by deed passed before Gustave Duguay, esquire, notary, at La Tuque the 8th of January, 1918, registered under the No. 65,632. The vendor conveying however to the purchaser all the rights he has or may have on the said strip of land under the terms of the said donation.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Zéphirin-de-La-Tuque, in the town of La Tuque, the THIRTY FIRST day of MAY

de MAI prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif,

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 26 avril 1922. 1737—17-2
[Première publication, 29 avril 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Trois-Rivières, à savoir : } **CHARLES GAU-**
No 10. } **THIER ET AL,**
demandeurs; vs **WILFRID MELANCON**, dé-
fendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan-Falls, sur la rue Laurier, connu et désigné ledit emplacement, sous le numéro quatre-vingt-dix-sept au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-quatre (624-97) du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore—avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan-Falls, le TRENTIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif,

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 26 avril 1922. 1741—17-2
[Première publication, 29 avril 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Trois-Rivières, à savoir: } **GARAGE DONA-**
No 3816. } **CONA, LIMITEE**,
corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Donacona, comté de Portneuf, demanderesse; vs **GEORGE LAFONTAINE**, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Adelphe, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Stanislas, sous le numéro sept cent vingt-cinq (ptie No 725), de la contenance de cinquante pieds de largeur sur cent cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise, et compris dans les bornes suivantes: en front par le chemin public, en arrière et d'un côté par Ovide Perron et d'autre côté par Onésime Mongrain—avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, dans le comté de Champlain, le DEUXIEME jour de JUIN prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 26 avril 1922.
[Première publication, 29 avril 1922]
1739—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **DESIRE LAN-**
No 236. } **GLOIS**, deman-
deur; vs **SEVERE MARTIN**, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, dans le rang Saint-Adolphe, contenant quatre arpents de front sur la profondeur dudit rang, portant le numéro trois cent trente-quatre (No 334) du cadastre d'enregistrement du comté

next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 26th April, 1922. 1738—17-2
[First publication, 29th April, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Three Rivers, to wit: } **CHARLES GAU-**
No. 10. } **THIER ET AL,**
plaintiffs; vs **WILFRID MELANCON**, defend-
ant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan Falls, on Laurier street, known and designated, the said emplacement, under the number ninety seven of the subdivision plan of the cadastral lot number six hundred and twenty four (624-97) of the cadastre of the parish of Sainte-Flore—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan-Falls, the THIRTIETH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard time).

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 26th April, 1922. 1742—17-2
[First publication, 29th April, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **GARAGE DONA-**
No. 3816. } **CONA, LIMITEE**,
a body politic and corporate, having its head office at Donacona, county of Portneuf, plaintiff; vs **GEORGES LAFONTAINE**, defend-
ant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint Adelphe, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Stanislas, under the number seven hundred and twenty five (pt. No. 725), containing fifty feet in width by one hundred and fifty feet in depth, English measurements, and bounded as follows: in front by the public road, in rear and on one side by Ovide Perron and on the other side by Onésime Mongrain—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adelphe, in the county of Champlain, the SECOND day of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon. (standard time.)

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 26th April, 1922.
[First publication, 29th April, 1922]
1740—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **DESIRE LAN-**
No. 236. } **GLOIS**, plain-
tiff; vs **SEVERE MARTIN**, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Saint-Jean-des-Piles, in the Saint Adolphe range, containing four arpents in front by the depth of the said range, bearing the number three hundred and thirty four (No. 334) of the registration cadastre

de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble une maison et autres bâties y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, dans le comté de Champlain, le NEUVIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 4 avril 1922.

[Première publication, 8 avril 1922]

1431—14-2

of the county of Champlain, for the parish of Sainte Flore—together with a house and other buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jean-des-Piles, in the county of Champlain, on the NINTH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, solar time.

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Three Rivers, 4th April, 1922.

Sheriff.

[First publication, 8th April, 1922]

1432—14-2

Département de l'instruction publique

241-22

Québec, 28 avril 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 25 avril 1922, de détacher de la municipalité scolaire de York, comté de Gaspé, les lots C1, C2, C3, C4, de la partie Est de Dean's Patent, comprenant environ 255 acres, et de les annexer à la municipalité scolaire de Haldimand, même comté.

1757

Department of Public Instruction

241-22

Quebec, April 28th, 1922.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council of April 25th, 1922, to detach from the school municipality of York, county of Gaspé, lots C1, C2, C3, C4, of the Eastern part of Dean's Patent, comprising about 255 acres, and annex them to the school municipality of Haldimand, same county. 1758

Avis divers

Université de Londres, examens de fin de terme.

On donne aux présentes avis que, durant et après 1924, tous les examens finals (règlementaires et en obtention des prix), tant pour les étudiants internes que pour les externes, qui avaient lieu jusqu'ici en octobre et en novembre de chaque année, auront lieu dans l'été de chaque année. Dans les Facultés des arts et des sciences, les examens commenceront vers la mi-juin, et une semaine plus tard dans les sciences juridiques et économiques.

Des examens réglementaires finals supplémentaires en arts et sciences auront lieu en novembre de chaque année. Les examens d'entrée de juin auront lieu vers la première semaine de juin; les examens de maîtrise ès-arts commenceront dans la dernière semaine de mai.

Québec, le 28 avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1755

C.-J. SIMARD.

Miscellaneous Notices

University of London, Final Examinations

Notice is hereby given that, in and after 1924, all final (Pass and Honours) Examinations both for the Internal and External Students, hitherto held in October and November of each year, shall be held in the summer of each year. The examinations in Arts and Science will commence about the middle of June, and those in Laws and Economics one week later. Additional Final Pass Examinations in Arts and Science will be held in November of each year. The June Matriculation Examinations will be held about the first week in June, and the M. A. Examinations will begin in the last week in May.

Quebec, 28th April, 1922.

C.-J. SIMARD,

1756

Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 1

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Boulay vs Giguère.....	991
" Corbeil vs Constantineau.....	990
" Larivière vs Morel.....	990
" Major vs Boisvert.....	990
" Schleifer vs Richman.....	991
" Simpson vs Ham.....	990

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Index of the Quebec Official Gazette, No 17

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Boulay vs Giguère.....	991
" Corbeil vs Constantineau.....	990
" Larivière vs Morel.....	990
" Major vs Boisvert.....	990
" Schleifer vs Richman.....	991
" Simpson vs Ham.....	990

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Grindrad vs Dame Leach.....	991	Grindrad vs Dame Leach.....	991
ANNONCEURS :—Avis aux :—	971	ADVERTISERS :—Notice to :—	971
AVIS DIVERS :—		MISCELLANEOUS NOTICES :—	
Canada & Gulf Terminal Ry.....	992	Canda & Gulf Terminal Ry.....	992
Geo. Herdt, Inc.....	992	Geo. Herdt, Inc.....	992
J.-E. Clément, Incorporated.....	991	J.-E. Clément, Incorporated.....	991
Suspension, notaire Joseph-Octave La- vallée.....	993	Suspension, Notary Joseph Octave La- vallée.....	993
Université de Londres, examens.....	1015	University of London, examinations....	1015
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :—		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—	
International Varnish Company, Limited	903	International Varnish Company, Limited	903
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—	
Annexer divers lots à mun. scol: Haldi- mand.....	1000	To annex severa lots at school mun. Haldimand.....	1000
Divers lots à paroisse Shawinigan.....	988	Several lots to parish Shawinigan.....	988
Divers lots à village Asbestos.....	989	Several lots to village Asbestos.....	989
Municipalité scolaire Lafèche.....	988	School municipality of Lafèche.....	988
Municipalité scolaire Saint-Amable....	988	School municipality of Saint-Amable....	988
Saint-Zénon.....	989	Saint-Zénon.....	989
DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—		DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—	
Examens des mesureurs et clasificateurs de bois.....	989	Examinations of cullers and measurers .	989
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—		TREASURY DEPARTMENT :—	
The Frankline Fire Insurance Company of Philadelphia.....	989	The Frankline Fire Insurance Company of Philadelphia.....	989
LETTRES PATENTES :—		LETTERS PATENT :—	
Antoine Labrie, Limitée.....	982	Antoine Labrie, Limitée.....	982
Blower Bros. & Co., Lt'd.....	984	Blower Bros. & Co., Lt'd.....	984
Dionne, Limitée.....	977	Dionne, Limitée.....	977
Economic Building Starr, Limited....	978	Economic Building Starr, Limited....	978
Nelson, McKenzie & Co., Ltd.....	983	Nelson, McKenzie & Co., Ltd.....	983
Newbridge Realities, Limited.....	984	Newbridge Realities, Limited.....	984
Pierre Létourneau & Fils, Limitée.....	977	Pierre Létourneau & Fils, Limitée.....	977
St. Eustache Boating Club, Limited....	983	St. Eustache Boating Club, Limited....	983
St. Lawrence Independent Oil Company.	985	St. Lawrence Independent Oil Company.	985
The Adanac Construction Co., Lt'd....	980	The Adanac Construction Co., Lt'd....	980
LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE :—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—	
Mountain Trucking Company, Limited..	987	Mountain Trucking Company, Limited..	987
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—	
Cercle agricole de la paroisse de La Du- rantaye.....	990	Farmers Club of the parish of La Du- rantaye.....	990
MINUTES DE NOTAIRE :—		NOTARIAL MINUTES :—	
En faveur de Oscar Théoret.....	993	In favor of Oscar Théoret.....	993
NOMINATIONS :—		APPOINTMENTS :—	
Diverses nominations de juges de paix...	972	Several appointments of justices of the peace.....	972
ORDRE DE COUR :—		RULE OF COURT :—	
Grégoire vs Damour.....	994	Grégoire vs Damour.....	994
Pomerleau vs Roberge.....	994	Pomerleau vs Roberge.....	994
PROCLAMATIONS :—		PROCLAMATIONS :—	
Cour du Banc du Roi du district de Montmagny.....	973	Court of King's Bench in the district of Montmagny.....	973

Journal des Arbres..... 976 Municipalité du village de Saint-Paul, comté de Joliette..... 974 SOUMISSIONS:— Cité de Sherbrooke..... 994 Ville de Chicoutimi..... 995 Ville Saint-Pierre..... 995 VENTES D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:— Canadian National Express Co..... 996 Canadian Pacific Railway Company.... 996 VENTES—LOI DE FAILLITE:— Leduc, Dosithé..... 999 Major J.-Ovide..... 999 Moreau, Pierre..... 996 New York & Dominion Corporation.... 1000 Pepin, Alma..... 997 Plante, J.-B..... 998 VENTES PAR LICITATION:— Clarke (Dme) et vir vs Dame Sullivan ès qual et al..... 1015 Clarke vs Sullivan et al..... 1002 VENTES PAR LES SHÉRIFS:— ARTHARASKA:— Hamel vs Lupien..... 1003 Guillemette vs Martineau..... 1004 La fonderie de Plessisville vs Brunelle.. 1003 BEDFORD:— Goddard vs McKelvey..... 1004 CHICOUTIMI:— Bergeron vs Tremblay..... 1005 IBERVILLE:— Copping vs Couture..... 1005 KAMOURASKA:— La cité de Rivière-du-Loup vs Fraser.. 1005 MONTREAL:— Ducharme vs Tansey..... 1006 Holt et al vs Rodden..... 1008 The Independent Order of Odd fellows Manchester, &c. vs Gurman..... 1008 Ville de Montréal vs Brouillette..... 1007 QUÉBEC:— Painchaud vs Rioux..... 1009 RICHELIEU:— Chapdelaine vs Morin..... 1009 RIMOUSKI:— La Banque Nationale vs Lévesque.... 1010 P.-T. Légaré, Limitée vs Ross..... 1010	Arbor Day..... 976 Municipality of the village of Saint-Paul, county of Joliette..... 974 TENDERS:— City of Sherbrooke..... 994 Town of Chicoutimi..... 995 Town of Saint-Pierre..... 995 SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:— Canadian National Express Co..... 996 Canadian Pacific Railway Company.... 996 SALES—BANKRUPTCY ACT:— Leduc, Dosithé..... 999 Major, J.-Ovide..... 999 Moreau, Pierre..... 996 New York & Dominion Corporation.... 1000 Pepin, Alma..... 997 Plante, J.-B..... 998 SALES BY LICITATION:— Clarke (Dme) et vir vs Dame Sullivan ès qual et al..... 1015 Clarke vs Sullivan et al..... 1002 SHERIFFS' SALES:— ARTHABASKA:— Hamel vs Lupien..... 1003 Guillemette vs Martineau..... 1004 La fonderie de Plessisville vs Brunelle.. 1003 BEDFORD:— Goddard vs McKelvey..... 1004 CHICOUTIMI:— Bergeron vs Tremblay..... 1005 IBERVILLE:— Copping vs Couture..... 1005 KAMOURASKA:— The city of Rivière du Loup vs Fraser.. 1005 MONTREAL:— Ducharme vs Tansey..... 1006 Holt et al vs Rodden..... 1008 The Independent Order of Odd fellows Manchester, &c. vs Gurman..... 1008 Town of Montreal vs Brouillette..... 1007 QUÉBEC:— Painchaud vs Rioux..... 1009 RICHELIEU:— Chapdelaine vs Morin..... 1009 RIMOUSKI:— La Banque Nationale vs Lévesque.... 1010 P.-T. Légaré, Limitée vs Ross..... 1010
---	--

ROBERVAL:—

La Banque Nationale vs Simard *et al.* . . . 1011
 La Banque Nationale vs Simard *et al.* . . . 1011

SAGUENAY:—

Marie-Louise Blanche McDonald *et al.* . . . 1012

SAINT-FRANÇOIS:—

Beaudoin vs Côté 1012

TERREBONNE:—

Sylvestre vs Les héritiers de Denise Meunier 1013

TROIS-RIVIÈRES:—

Garage Donacona vs Lafontaine 1014
 Gauhtier vs Mélançon 1014
 Langlois vs Martin 1014
 Tremblay vs Martel 1013

ROBERVAL:—

La Banque Nationale vs Simard *et al.* . . . 1011
 La Banque Nationale vs Simard *et al.* . . . 1011

SAGUENAY:—

Marie-Louise Blanche McDoual *et al.* . . . 1012

SAINT-FRANCIS:—

Beaudoin vs Côté 1012

TERREBONNE:—

Sylvestre vs The Heirs of Denise Meunier 1013

THREE RIVERS:—

Garage Donacona vs Lafontaine 1014
 Gauhtier vs Mélançon 1014
 Langlois vs Martin 1014
 Tremblay vs Martel 1013